

NOV. - DÉC. 1990

227 / 3,50 \$

PALESTINE

LES FEMMES DE L'INTIFADA

LES JUIFS SYMPATHISANTS

DOSSIER

LES AUTOCHTONES: au-delà des barricades



UN INVESTISSEMENT – UN ACQUIS – UNE NÉCESSITÉ

L'ÉCOLE PUBLIQUE :

UNE RESSOURCE COLLECTIVE À SAUVEGARDER



Alliance des professeurs
et professeurs de Montréal (CEQ)

Le lieu de rencontre
des gens d'action



Un centre de formation
au service des groupes

1212, rue Panet, Montréal,
H2L 2Y7
(514) 524-3561

médium

SCIENCES HUMAINES

Revue trimestrielle de vulgarisation scientifique et
d'éducation permanente en sciences-humaines. Présente
des dossiers exclusifs sur les grands enjeux de l'heure.

- ☐ no 33/34, automne/hiver 1989,
Sciences humaines, horizon 2000 (5.00\$)
- ☐ no 35, printemps 1990, *50 après Freud* (3.50\$)
- ☐ no 36, été 1990, *Droits, libertés, justices* (3.50\$)
- ☐ no 37, automne 1990, *Femmes et égalité politique* (3.50\$)

Veuillez m'envoyer les numéros cochés ci-dessus:

Nom: _____

Adresse: _____

Ville/Province: _____ Code postal: _____

Prière de libeller votre chèque à l'ordre de Corporation Axios et adresser à:
médium/SCIENCES HUMAINES, 3226 ave Lacombe,
Montréal, (Qué) H3T 1L7. Tél.: 366-7808

8 à 29



PHOTO: ROBERT FRÉCHETTE (AGENCE STOOK)

34

PHOTO: SIPA/BENAMI



ÉDITORIAL 5

BILLET 7

ENTREVUE 8

Sugar Beer le warrior

Une des très rares entrevues en profondeur accordées par un Warrior. Celui qui semble assumer des fonctions importantes au niveau de la direction de leurs opérations militaires se confie: analyse stratégique, motivations intérieures, sentiments, inquiétudes et lucidité.

POINT DE VUE 14

Faut-il abolir l'armée?

DOSSIER 16

La crise, au-delà des barricades

On les croyait condamnés à la misère silencieuse et au folklore anthropologique... La lutte autochtone, comble de revendications jamais satisfaites et d'ententes systématiquement bafouées, couvait au coin du feu. Par un bel été indien, la marmite éclata. Crise au pays des Blancs.

VIE ET CULTURE 31

Le 14e Festival des films du monde de Montréal

SUR LA PLANÈTE 34

Femmes palestiniennes, intifada et courants progressistes en Israël

COURANTS D'ESPOIR 40

Marginaux de l'évangile

BANDE DESSINÉE 6

LIRE 13

QUESTIONS D'AMÉRIQUE 30

QUÉBEC EN COULEURS 33

TOUR DU QUÉBEC 38

CHRONIQUE INSOLENT 39



VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur auteurs-es.

Conseil d'administration: Jean-François Aubin, Esther Champagne, Guy Desmarais, François Gervais, Louise Lafortune. **Directeur:** Gilles Dugal.

Rédacteur en chef: Pierre Vallières. **Journaliste régulier:** Jean Robitaille. **Comité de rédaction:** Danielle Beaulieu, Nancy Burrows, Nicolas Calvé, Jean-Guy Casaubon, Josée Desrosiers, Mark Fortier, Claude Hardy, Monique Tremblay, Myriame El Yamani. **Membres des sous-comités et collaborations régulières:** Judith Archambault, Martin Boisvert, Richard Bonnetto, Nicole Brais, Miriam Charbonneau, Louise Desmarais, David Forcier, Danielle Forest, Jean Forest, François Gervais, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Daniel Laprès, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Karlène Lauzon, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Stéphane Pomainville, Jean-Hughes Roy, François Saillant, Élyse Tremblay, Pierre Viau. **Comité de financement:** Gisèle Bégin, Jean-Guy Casaubon, Réjean Mathieu.

Comptabilité, abonnements, traitement de texte, recherche visuelle, et montage: Daniel Legault. **Photographe:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.. **Distribution:** Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513.

Fréquence de parution: 6 numéros par an
Photo page couverture: Horacio Paone (agence Stock)
Montage page couverture: Conception G.F. Inc.
Grille de tarifs:
Abonnement individuel: 18\$/an ou 32\$/2ans
Abonnement institutionnel: 25\$/an
Abonnement de soutien: 25\$/an
Étudiant ou sans emploi: 13\$/an
À l'étranger (par avion), individuel: 23\$/an
À l'étranger (par avion), institutionnel: 30\$/an
Un numéro seul.: 3.50\$ + 1.17\$ en frais de poste

Les articles de la revue VO sont inscrits dans le répertoire analytique d'articles de revues *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Courrier de deuxième classe, enregistrement no.0220. Parution: no.227, 1er novembre 1990.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Tél: (514) 523-5998

NOUVELLES DE L'ASSEMBLÉE D'ORIENTATION DE VIE OUVRIÈRE INC. DU 13 OCTOBRE



Chères lectrices et lecteurs,

Une assemblée générale d'orientation de la revue a eu lieu le 13 octobre dernier. Vingt-neuf membres de la revue, du conseil d'administration, du comité de rédaction, des communautés religieuses associées à la revue, des mouvements fondateurs, ont débattu de ses orientations.

Louise Lafortune, la présidente du CA, en ouverture d'assemblée, a expliqué d'où venaient les questions. Depuis trois ans, soit la dernière fois où nous avons refait le point sur les orientations, VO a vécu de nombreux changements: une nouvelle maquette, de nouvelles chroniques, une couverture plus attrayante, une mise en page plus soignée..., de nombreux changements de personnel à la rédaction en chef et aux tâches techniques. Ce roulement, tout en révélant un malaise certain fréquemment attribué à la lourdeur des structures, a aussi apporté un lot de nouvelles perspectives, de nouvelles expériences, de nouveaux questionnements, de nouveaux collaborateurs et de nouvelles collaboratrices. Chacun a fait un bourgeois sur l'arbre qu'est VO. Ces nouvelles pousses n'ont pas fait l'objet d'un consensus et partent parfois dans des directions opposées.

Le débat et les décisions sur la politique d'information, les structures démocratiques et les finances, se feront le 24 novembre prochain lors de notre assemblée générale annuelle.

Quant aux orientations, voici le consensus obtenu:

VO est un magazine d'information, de réflexion, d'enquête, qui rend compte des luttes, des conditions de vie et des aspirations des milieux ouvriers et populaires. Il donne la parole aux gens qui vivent des situations d'oppression.

VO est aussi une revue qui propose des analyses, fait des liens entre les différentes luttes, en propose des visions critiques dans un esprit de soutien - de complicité - de solidarité, dans un langage accessible et dynamique.

VO est un magazine d'inspiration chrétienne qui veut aussi contribuer au changement structurel radical de la société et de l'Église par l'établissement de structures vraiment démocratiques, et aussi rendre compte de l'espérance, de la dignité et des solidarités qui se tissent dans ces milieux (ouvriers et populaires).

VO s'adresse d'abord à des militants-es, intervenants-es, et agents-es de changements sociaux, actuels-les et potentiels-les, des milieux ouvriers et populaires.

Gilles Dugal, directeur

LA MONTÉE DU RACISME IL FAUT S'INQUIÉTER

GILLES DUGAL

Il y a une croissance marquée du racisme au Québec. Certains, comme le Centre canadien sur le Racisme et les Préjugés, parlent même d'une vague de fond.

La conjoncture actuelle favorise la peur de l'étranger qui fonde le racisme. Avec ses revendications minimales, le Québec sort humilié de l'échec de Meech. Les étudiants-*es* vivent l'insécurité engendrée par le dégel des frais de scolarité. La récession actuelle frappe dure: les personnes assistées sociales, les femmes et les jeunes en sont les principales victimes. Ils nous font entendre la protestation sociale de certains jeunes: les *skin heads*. Elle clame leurs insatisfactions des choix politiques, économiques et sociaux de notre société. S'il faut rejeter les orientations racistes et nazies présentes au sein du mouvement *skin*, il faut aussi comprendre l'insécurité, la tentation de l'ordre et de la violence que certains d'entre eux éprouvent.

DES ÉVÉNEMENTS SUCCESSIFS

Les nombreuses manifestations de racisme de l'été n'ont pas été organisées. Le terrain était préparé depuis l'automne '88. Des organisations de droite, *Longitude 74* du *Ku Klux Klan* et le *Carrefour de la Résistance indépendantiste*, en ont profité pour recruter. Il faut s'inquiéter de la distribution de tracts par le KKK, le 26 août dernier, à Lasalle, et de l'attaque de Mohawks par trois cent Blancs dans la même ville le 28 août.

Rappelons le soulèvement dans la population d'Outremont à l'automne '88, quand les juifs Hassidim ont voulu faire modifier le zonage de la ville pour construire une synagogue. À la même époque, la mort d'Anthony Griffin a posé la question du rapport des policiers avec les minorités visibles. En '89 plusieurs événements ont conduit la Ligue des droits et libertés à analyser les actions du mouvement *skin head* et de l'extrême-droite au Québec.



PHOTO
BIBLIOTHÈQUE
NATIONS UNIES,
136531

Au printemps '90, les journaux ont souligné le vandalisme dans des cimetières juifs et l'assaut de 150 *skin* contre de jeunes Noirs dans le métro.

RENDEZ-VOUS HISTORIQUE POUR LE QUÉBEC

Aucun Québécois, aucune Québécoise n'est à l'abri du racisme. Ses germes sont en nous et les médias les nourrissent bien. Le défi est là à nos portes: le Québec de l'an 2000 sera pluriel. Il ne peut se bâtir uniquement avec des Québécois et des Québécoises de souche, blancs et francophones. La crise amérindienne accentue l'urgence historique de bâtir le Québec de demain avec toutes les communautés culturelles. Elles enrichissent notre patrimoine avec leurs moeurs, leurs traditions, leurs cultures, leurs expériences religieuses. Nos rapports avec elles doivent se bâtir dans la reconnaissance mutuelle des droits des uns et des autres. Dans la recherche avec elles des politiques les plus adéquates pour assurer leur épanouissement culturel dans un Québec souverain et français.

Égalité, complicité, détermination de travailler ensemble, sont nécessaires pour bâtir ici un Québec où tous les groupes vivront dans l'égalité et la solidarité. Un Québec où le projet national sera fondé sur un projet social dans lequel les appauvris-

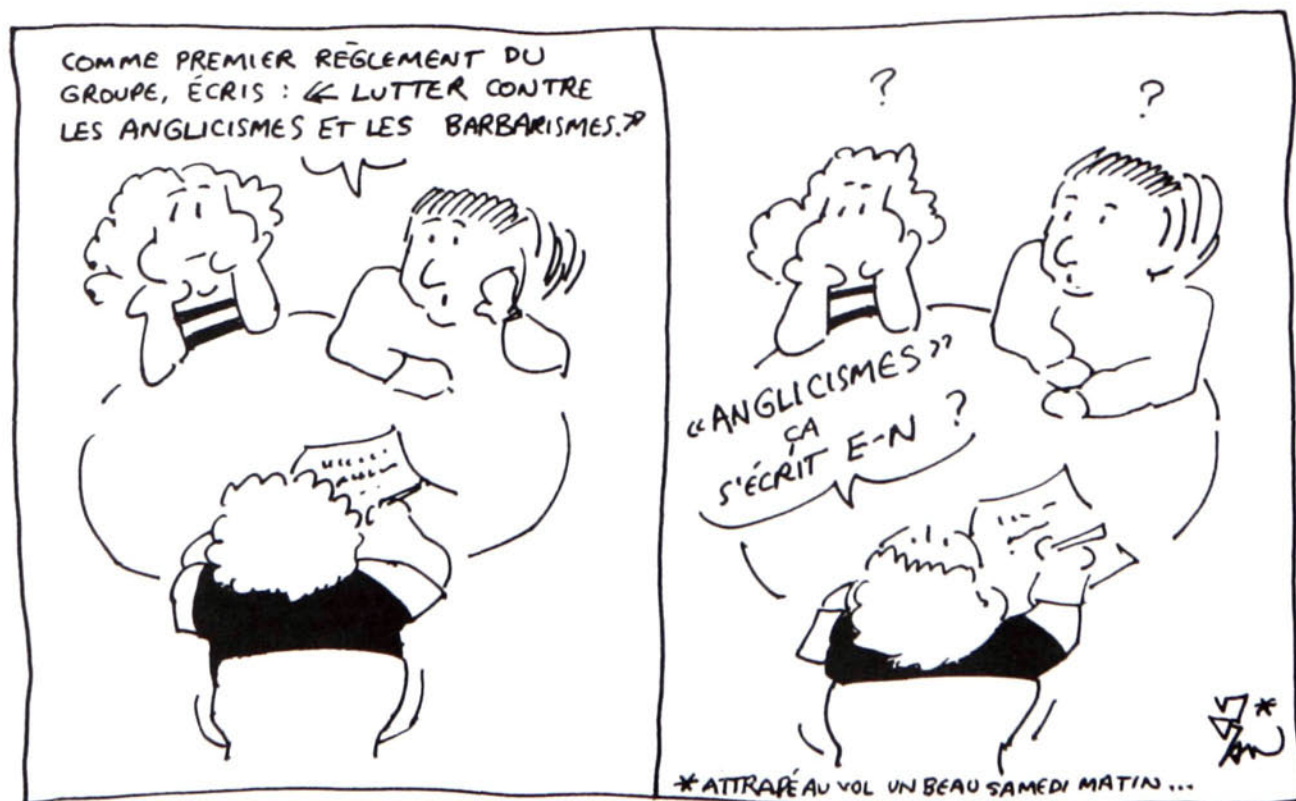
sortiront enfin de l'exclusion sociale pour vivre dans la dignité et la justice.

À court terme, pour ne pas manquer ce rendez-vous historique, les forces vives du Québec doivent lutter contre le racisme. Le seul rempart de la loi fédérale sur la propagande haineuse ne suffit pas. «L'éducation interculturelle semble devenue l'un des plus grands enjeux social, politique et économique auquel le Québec doit faire face.»¹ Voici le chantier pour l'immédiat. Comment comprendre les premières nations du pays et les communautés culturelles sans apprendre leur histoire et leur culture? Des organisations s'y attardent, entre autres: le Centre interculturel de Montréal (Monchanin), le centre d'amitié autochtone et le Centre canadien sur le racisme et les préjugés.

Lutter contre le racisme est urgent. Pour nous en convaincre, sachons qu'en septembre '90, dans un Cégep public en deuxième année au général, dans une classe de 30, soumis à la question *Quels sont les traits caractéristiques des Arabes?*, 10 étudiants-es ont affirmé qu'ils étaient malpropres et cruels; 11, malhonnêtes et 9, sournois. Bref, il reste du travail à faire! 

(1) Françoise LAFLEUR, *L'éducation interculturelle: un enjeu socio-économique de taille*, in *Le Devoir*, 17 août 1990.

LE MONDE VU D'EN BAS



PHOTOS: MYRIAM EL YAMANI

**Le mur a changé le paysage urbain...
À l'Est, les commerces se sont vidés...
La monnaie est-allemande, pour collectionneurs...**



«**R**egardez, c'est extraordinaire», me dit un petit vieux, assis sur le trottoir, au bout de sa rue. Quelques bulldozers, les trottoirs défoncés, des pans du Mur, découpés en dents de scie... Vision apocalyptique plutôt.

- «Qu'y a-t-il de si extraordinaire?»

- «Mais, l'autre côté de la rue, voyons! C'est le nouvel horizon de Berlin», me réplique-t-il, un peu irrité de ma question.

J'en ai vu des dizaines de gens comme lui, qui s'extasiaient devant cette vue. Pour la première fois en 28 ans, les Berlinoises redécouvrent leur ville. Bien sûr, personne ne sait ce que le *no man's land*, parsemé encore de lampadaires et de miradors, va devenir. Personne n'arrive à concevoir la ville dans son ensemble, puisque le mur de 45 km coupait la ville en deux.

Une semaine avant la conversion du Mark de l'Est en Mark de l'Ouest, le 2 juillet, il régnait une drôle d'ambiance à Berlin. Les Polonais, surtout, s'adonnaient à un marché noir féroce, le dernier possible, et empaillaient tout ce qu'ils pouvaient de vivres et produits de consommation capitalistes pour les revendre au prix fort, à leur retour à Varsovie. J'avais l'impression de réouvrir mon livre d'histoire, sur la

terrible crise de 1929. En une fin de semaine, on avait dénombré 7 000 Polonais qui participaient au marché noir.

En sillonnant la ville, on sent un peu de désespoir, mais pas encore de fatalisme. Une fois dans le métro, les gens n'arrêtent pas de demander leur chemin, car les points d'ouverture d'Est en Ouest changent chaque jour. On ne sait plus qui est quoi. Dans les rues, c'est la même chose. Poussière, travaux un peu partout: l'ouverture des grandes artères implique un réaménagement de la circulation, car avant on se déplaçait autour du Mur et de la Spree. La veille de l'unification du Mark, le *Centrum-Warenhaus*, le plus grand centre d'achat sur la célèbre Alexander Platz à l'Est, ressemblait à un fantôme. Il n'y avait pratiquement plus rien sur les rayons, alors que de l'autre côté, de longues files d'attente devant les magasins se multipliaient. Je restais bouche bée, en regardant ces gens attendre patiemment, sans un bruit, qu'on réapprovisionne les étagères.

Mais l'Histoire n'a pas dit son dernier mot. Les Berlinoises sont conscients que l'absorption de la RDA par la RFA va leur coûter cher et certains partis, comme les Verts à l'Ouest et Alliance 90 à l'Est, sont particulièrement hostiles à ce que Berlin devienne la nouvelle

MYRIAM EL YAMANI

BERLIN APRÈS LE MUR

capitale de l'Allemagne unifiée.

Les Berlinoises ont d'autres chats à fouetter, car la situation économique et écologique de la RDA est catastrophique. Chaque semaine, 30 000 à 40 000 personnes perdent leur emploi à l'Est et on prévoit pour la fin de l'année un minimum de 800 000 chômeurs. Surnommée le pays aux mille volcans, la RDA est devenue la poubelle de l'Europe. Il faut assainir le système d'eau, car seulement 3% des lacs ont encore la qualité d'eau potable. L'usine de transformation du charbon à Espenhain, par exemple, qui se trouve au sud de Leipzig, envoie chaque jour 4,4 tonnes d'hydrogène sulfurique dans les airs. De quoi tuer deux milliards de personnes si cette substance toxique était directement inhalée!

LE FAISCEAU DE LUMIÈRE QUI ÉCLAIRE LES MILITAIRES DE L'AUTRE CÔTÉ DES BARBELÉS EFFLEURE LE WARRIOR IMMOBILE. BENOÎT AQUIN, PHOTOGRAPHE, EST IMPRESSIONNÉ PAR CETTE LUMIÈRE. LA SCÈNE EST SAISSANTE; L'ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL. SA CAMÉRA NE SERA PAS SEULE À LE CAPTER. SON MAGNÉTOPHONE EST EN MARCHÉ. SUGAR BEER, UN DES AÎNÉS DES WARRIORS, ACCEPTE QUE CETTE DISCUSSION À L'IMPROVISTE, SUR UN TAS DE SABLE, SE TRANSFORME EN ENTREVUE. VOICI UNE DES TRÈS RARES ENTREVUES EN PROFONDEUR ACCORDÉES PAR UN WARRIOR. CELUI QUI SEMBLE ASSUMER DES FONCTIONS IMPORTANTES

AU NIVEAU DE LA DIRECTION DES OPÉRATIONS MILITAIRES DES WARRIORS SE CONFIE: ANALYSE STRATÉGIQUE, MOTIVATIONS INTÉRIEURES, SENTIMENTS, INQUIÉTUDES ET LUCIDITÉ S'ENTRECROISERONT AU COURS DE CETTE HEURE SURRÉELLE. 28 AOÛT, 23H.30: LE GÉNÉRAL FOSTER VIENT D'ANNONCER QUE L'INVASION DU TERRITOIRE DE KAHNESATAKE EST IMMINENTE. À L'AUBE, LES MILITAIRES ENFONCERONT LES BARRICADES. LES MOHAWKS SERONT ALORS FORCÉS DE SE RETRANCHER AU CENTRE DE DÉSINTOXICATION. MAIS POUR L'INSTANT, SUGAR BEER RACONTE...

En t-shirt, Sugar Beer



PHOTO: ROBERT FRECHETTE (AGENCE STOOK)

SUGAR BEER

Propos recueillis par BENOÎT AQUIN
Traduction: ÉRIC FILION, CLAUDE HERDHUIN, ANTONIO ARTUSO
Rédaction: JEAN ROBITAILLE

VO: Les militaires disent remplir une mission pacifique. On parle de guerre psychologique. Est-ce vraiment le cas?

Sugar Beer: Pour le moment, ce n'est qu'une guerre psychologique, jusqu'à ce qu'ils passent à l'action. On veut nous faire craquer. Mais en même temps, ils se mobilisent graduellement, tout doucement, ils se servent des médias avec des histoires comme: «Nous ne tirerons pas les premiers».

Le premier coup de feu a pourtant été tiré sur les femmes et les enfants qui étaient dans la pinède, un endroit qui ne menait nulle part. C'était une barricade symbolique. Vous avez vu ces barricades, elles ne bloquaient pas de routes, elles ne bloquaient rien, elles n'étaient que symboliques. Ce n'était pas la peine de venir avec des armes automatiques comme ils l'ont fait.

Ils avaient également des hommes qui essayaient de s'infiltrer dans le périmètre. Lorsque j'étais à Kahnawake, il y avait des éléments provocateurs qui faisaient tout pour que des coups de feu soient tirés sur la police. La police tirerait à son tour et nous riposterions en faisant feu. Mais nous ne voulons pas de cela. Tout comme nous ne voulons pas d'alcool ni de drogues. Car nous pensons que ce n'est pas le moment pour que ce genre de choses traînent sur notre territoire. Étant donné le sérieux de la situation, nous n'avons pas besoin d'accidents. Nous n'avons pas besoin que, sous l'effet de l'alcool ou de la drogue, quelqu'un fasse feu sur une autre personne.

Par ailleurs, l'enquête sur la mort du caporal Lemay a complètement été mise de côté. La seule fois qu'ils ont utilisé Lemay, ça a été pour nous rendre criminels. Cela

s'arranger pour que le public en fasse partie.

Ils justifient leur action en se basant sur les raisons que les médias ont répandues et défendues. «Nous sommes tous des criminels. Nous avons rejeté nos propres dirigeants. Ce sont les Warriors qui ont empêché les négociations. Eux, ils ont essayé tout ce qui était possible.»

VO: En fait, il cherchent à opposer Guerriers et Mohawks...

Sugar Beer: Exactement. Voyez-vous, les uns sont sensés être les bons, et les autres les méchants. Pourtant vous avez bien vu comme moi qu'à Kahnawake personne ne braquait des armes sur la tête de personne dans la communauté. Les seules armes que l'on pouvait voir dans la communauté se trouvaient sur les barricades et en position défensive. Il n'y avait rien dans la ville, rien du tout. Et on nous accusait, malgré tout, de prendre la ville en otage. Qu'ils cessent de charrier! Et c'est la même chose ici. La plupart des gens ont quitté cette communauté. Savez-vous pourquoi? Parce qu'ils ont fait peur aux gens, ils ont réussi à chasser la plupart des gens de cette communauté.

Ils essaient même de faire croire à nos gens que nous sommes des criminels, que ce que nous faisons est mal, que nous serons poursuivis en justice jusqu'au bout. Et nombreux sont ceux ici qui ne veulent pas aller en prison pour le reste de leur vie. Beaucoup de gens ici ont, comme moi, quatre enfants, et la probabilité de les revoir est très mince. Et si un jour je les revoyais, je serais sans doute un vieil homme à cause de ce genre d'action. Or le seul but de cette action est de protéger les femmes et les enfants d'ici qui étaient attaqués. Parce qu'ils ont peur de ce qui se

...Ils couraient littéralement. Il se battaient pour entrer dans leur auto-patrouille et s'enfuir...

leur a permis de justifier l'intervention de l'armée, de prouver qu'ils avaient raison de venir dans cette communauté avec toutes les histoires des Warriors, de nous rendre criminels par tous les moyens qui s'offraient à eux, qu'il s'agisse du Bingo, du tabac ou de toute autre chose. C'est ce qu'ils font en parlant aux médias de guerre psychologique, des avions qui survolent la région, des hélicoptères. Leur stratégie consiste à monter tout un scénario et à

passera lorsque la Sûreté du Québec sera ici, lorsque l'armée sera ici et qu'ils seront remis à ces gens. Qu'est-ce qu'il leur arrivera? Certains d'entre nous ont déjà été battus, certains qui essayaient de sortir ont été torturés. Tout simplement parce que c'étaient des gens de cette communauté et qu'ils auraient pu être dans cette communauté le 11 juillet, lorsque cet officier a été tué. C'est sur eux que va retomber tout le fardeau. Je suis très inquiet

du sort de ces gens.

Ils n'étaient qu'une poignée de Mohawks à avoir fait fuir les agents de la SQ. Et comme ils ont couru! Ils couraient littéralement. Il se battaient pour entrer dans leur auto-patrouille et s'enfuir. Ils laissaient volontiers derrière eux leurs propres confrères se bousculer ainsi. Ils ont tout gâché. Ils ont tout fait rater, un échec total.

Actuellement, c'est sûr que les militaires nous dépassent: aujourd'hui ils sont certainement à cent contre un, et ils nous vaincront. Nous le savons. Et ils nous tueront probablement. Et s'ils ne nous tuent pas, qu'est-ce qui va nous arriver une fois que nous serons en prison?

Ils vont nous accuser de beaucoup de choses, et ils vont diviser le peuple de nouveau: parce qu'ils viennent vous voir et vous demandent: faites-vous partie de ceci, ou faites-vous partie de cela, ou étiez-vous une personne innocente de la communauté qui a été mêlée à cela. Et vous répondez: «Je n'en faisais bien sûr pas partie», parce que si vous dites que vous en faisiez partie vous serez poursuivi en justice et irez en prison. Si vous dites que vous n'en faisiez pas partie, tout va bien pour vous. Ils vont recourir aux mêmes méthodes d'interrogatoire qui consistent à étaler toute cette merde aux gens et à leur dire «C'est les Warriors qui ont fait tout ça, n'est-ce pas?» Et après une longue période, les gens diront: «Oui, c'est les Warriors. Ce n'était pas nous, les gens du peuple, vous savez. Nous avons seulement été pris dans cette affaire.» Ils pourront ainsi en attraper quelques-uns et criminaliser cela. Et au bout du compte, justifier ce qu'ils ont fait. Telle est leur stratégie. Je sais cela, parce cela est déjà arrivé. Cela s'est passé à Wounded Knee. Cherchez dans les livres d'histoire: c'était en 1973, du côté américain. C'est exactement ce qui va se passer de ce côté-ci.

POUR UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Quand ils étaient là-bas le 11 juillet et qu'ils ont déclenché l'attaque, un groupe suivait ceux qui portaient des armes automatiques avec des détecteurs magnétiques, pour ramasser les douilles des cartouches. C'est vrai! Nous avons des témoins qui l'ont vu. Et rien de cela n'a été dit dans les médias.

L'enquête sur le caporal Lemay n'a pas été divulguée. Rien ne sort de là-bas. Pas de

Si les Warriors avaient ouvert le feu contre tous ces policiers, comment expliquer qu'il n'y ait pas de trous de balles partout dans les arbres de l'endroit où les policiers se trouvaient?

rapport d'autopsie, rien. Rien qu'une information qui disait qu'il avait été atteint au visage. Et nous affirmons que c'est de la foutaise. Nous ne croyons pas qu'il a été atteint au visage. Nous avons nos théories sur la manière dont il a été atteint et nous avons aussi des hypothèses sur les raisons pour lesquelles il a été atteint. Mais, voyez-vous, ils préfèrent ne pas soulever cette question, ils veulent vraiment passer cela sous silence. Tout ce qu'il veulent c'est de pouvoir dire: «Oh oui, nous avons perdu un homme. Et c'est la faute des Warriors, parce qu'ils utilisent des 223». Mais que croyez-vous donc qu'ils utilisent là-bas? Ils possèdent les mêmes armes automatiques. Or si les Warriors qui se trouvaient à l'intérieur avaient ouvert toute leur puissance de feu contre tous ces policiers, comment expliquer qu'il n'y ait pas de trous de balles partout dans les arbres de l'endroit où les policiers se trouvaient? Pourquoi n'y a-t-il pas de trous de balles dans tous ces véhicules de police? Il n'y en a pas. Tous les trous de balles se trouvent du côté des barricades. C'est pour cela que nous disons qu'il faut tirer au clair l'affaire Lemay. C'est cette affaire que l'on essaie d'étouffer: dans les médias, toute l'attention est tournée vers les émeutes. Ces gens de la télévision, de la radio, des journaux veulent du sensationnalisme, ils ne cherchent pas la vérité. Telle est la situation.

Personnellement, j'aimerais bien qu'il y ait une enquête publique. Pourquoi est-ce que ces négociations-là doivent continuer derrière des portes closes? Qu'est-ce qu'il y a à cacher? Nos représentants n'ont rien à cacher. Nous n'avons absolument rien à cacher. On a montré et re-montré tous les documents des négociations en cours et les gens continuent à poser des questions stupides.

PEU DE GENS QUI PROTESTENT

C'est incroyable que les gens acceptent une chose pareille. Moi je pense que maintenant, ce soir, il devrait y avoir des centaines de milliers de personnes dehors: tous ceux qui se prétendent chrétiens, tous ceux qui se prétendent *spirituels*, tous ceux qui prétendent avoir quelq'intérêt pour l'affaire, puisque l'humanité y est impliquée. Je doute bien qu'ils soient là. Voyez-vous beaucoup de gens, dehors? Non. Ils sont tous assis dans leur salon dans leur joli fauteuil en mangeant du *popcorn*, en regardant le reportage en direct alors que les Indiens se préparent à

Le 28 août, une femme Mohawk écoute le lieutenant-colonel Ken Foster, commandant sur le terrain, annoncer l'imminence de l'intervention de ses troupes à Oka.

PHOTO:
ROBERT FRÉCHETTE (AGENCE STOCK)



Le 3 septembre, à l'aube, l'armée passe à l'action. Elle encercle et réduit à 2,5 km² le périmètre contrôlé par les Warriors.

PHOTO: ROBERT FRÉCHETTE (AGENCE STOCK)



Combien de fois ces puissances colonisatrices ont sillonné le monde et ont colonisé les peuples au nom de Jésus-Christ, du christianisme ou de n'importe quoi. Il s'agit là d'une culture très, très agressive.

mourir. Ça c'est la réalité. Ils s'assoient et ils disent: «Ben, peut-être que si je donnais un peu de nourriture, ben peut-être que si j'écrivais une lettre». A mon avis, ils devraient être là pour chercher à empêcher l'attaque, dès maintenant. Ils devraient être là dehors, en train de dire à l'Armée de retourner d'où elle vient, de s'en aller. On n'a pas besoin d'une agression.

VO: L'image publique des Warriors, arme à la main, correspond mal au concept de paix et d'harmonie avec la nature promu par la spiritualité autochtone...

Sugar Beer: Nous sommes sensés être des gens abominables. Et pourtant, voyez ce que nous faisons chaque matin quand le soleil se lève à l'est. Nous appelons le soleil notre frère aîné, le Grand Guerrier. Et nous reconnaissons que le soleil a une grande responsabilité, parce que si le soleil n'y était pas, il ne réchaufferait pas la Terre; il ne pourrait pas aider les choses à croître et la vie ne pourrait pas se perpétuer. En tant que partie du cycle de l'Univers, nous avons la responsabilité d'être reconnaissants envers le soleil. Peut-être que si nous sommes tous poursuivis comme Warriors, alors peut-être que vous devriez poursuivre le soleil aussi, parce qu'il est le Guerrier ultime. Il est le frère aîné, et dans notre culture le frère aîné a le reste de la famille sous sa responsabilité. Je suis un des frères aînés et c'est pour ça que je suis ici. Et je suis venu de loin pour me trouver ici. Je dois sacrifier bien des choses pour être ici, mais ça fait partie de ma responsabilité. Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous sommes prêts à donner notre vie. Pourquoi? C'est parce que nous avons été élevés ainsi. Nous devons le faire, nous n'avons pas le choix.

Nous devons aussi être reconnaissants aux vents pour leur labeur aux quatre points cardinaux, et pour les saisons qu'ils amènent. Nous devons être reconnaissants à l'arbre pour tout ce qu'il nous apporte. Il nous donne de quoi alimenter le feu pour que nous puissions cuire notre nourriture.

Nos femmes disent que leur devoir est de protéger la terre. Et cela est vrai, car elles sont liées à la terre. C'est la mère. Nous venons tous de la terre. Toute forme de vie vient de la terre. Et il incombe aux femmes de comprendre cette relation, comme il m'incombe de comprendre ma



PHOTO
RENÉ BEAULIEU

relation avec le soleil. C'est le mâle. La lune est la femelle. Nous rendons hommage à la lune au cours de la cérémonie quotidienne où nous brûlons du tabac. C'est parce que la lune est comme la femme. Le cycle lunaire est de vingt-huit jours, comme celui de la femme. C'est pourquoi la lune détermine le moment de la venue au monde des enfants.

Il y a les étoiles: ce sont nos cousines responsables. C'est ainsi que nous les appelions autrefois, lorsque nous savions les lire. Nous n'en sommes plus capables, sauf peut-être certains d'entre nous: ils disent que les étoiles déterminent qui nous sommes et ce que nous deviendrons au cours de notre vie.

Il y a les animaux. Que nous donnent-ils? De quoi nous nourrir, de quoi nous vêtir. Ils nous offrent leur beauté. Et toutes ces choses continuent d'assumer leurs responsabilités.

L'ORIGINE DES PROBLÈMES SOCIAUX

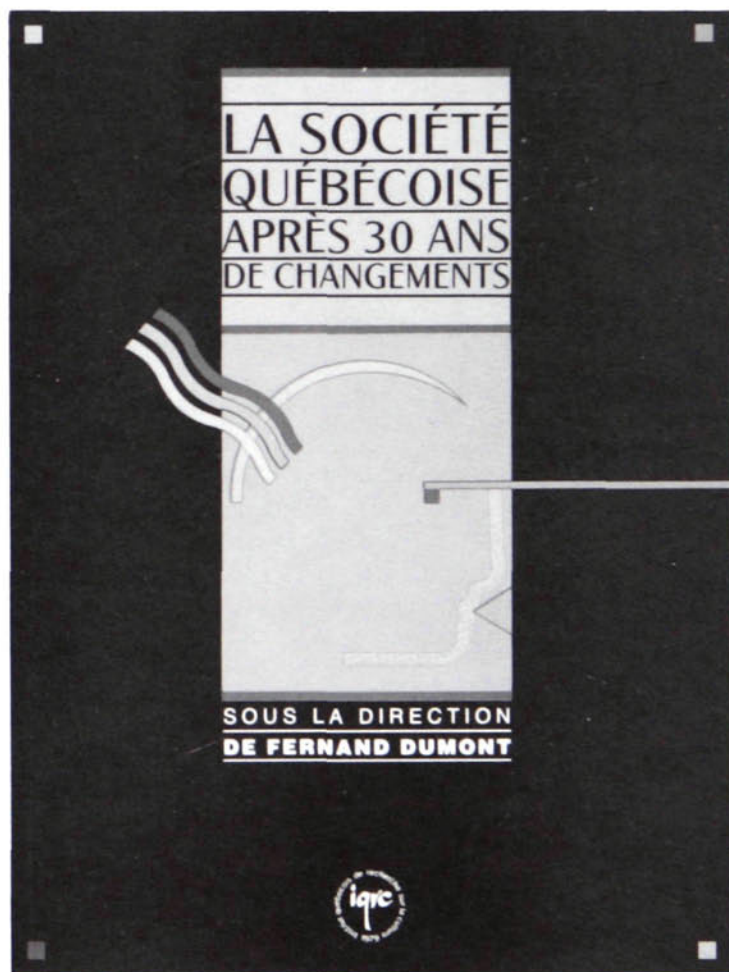
Je me souviens qu'un jour, à l'université, un homme m'a dit: «Faut pas exagérer, tout de même, vous savez. On vous décrit toujours, vous, les Amérindiens, comme ne formant qu'un tout avec l'Univers, comme vivants en harmonie avec les éléments qui vous entourent. Mais c'est faux, puisque vous pêchez commercialement, vous chassez et vous vous

servez de toutes les ressources naturelles, exactement comme les autres Occidentaux. C'est faux! C'est de la foutaise! Vous savez que c'est faux!». Je lui répondis qu'il avait raison. «Mais alors pourquoi disent-ils cela? Pourquoi vous décrivent-ils ainsi?». Je lui ai dit que certains d'entre nous, un petit, un très petit nombre, comprennent encore leurs responsabilités. Un très petit nombre parce que les autres ont été charroyés à des écoles missionnaires, à des pensionnats. Je suis moi-même un produit de cela. À cause de cela, un homme, un voisin, s'est pendu, après qu'on lui eût enlevé ses dix-huit enfants. Il n'a jamais pu les revoir. Il s'est pendu. Et votre société se demande pourquoi nous avons les problèmes sociaux que nous avons. Savez-vous pourquoi nous avons un tel taux de suicides? Savez-vous pourquoi notre peuple n'a plus d'estime de soi? C'est parce que tout nous a été enlevé, notre langue nous a été enlevée. Peu d'entre nous connaissent encore notre langue, peuvent encore perpétuer nos cérémonies. Car la langue est à la base de toute culture. Le peuple québécois devrait certainement comprendre cela.

Vous devez comprendre pourquoi 90% des personnes de notre peuple sont aussi rapaces que l'homme occidental. Lorsque vous regardez un grand nombre de nos gens, vous regardez en fait dans un miroir, et c'est votre propre image que vous regardez. Maintenant que nous sommes éduqués, que nous nous levons pour défendre nos droits devant les tribunaux et que certains d'entre nous gagnent leurs procès, cela dérange les colonisateurs. Je leur dis: pourquoi cela vous dérange-t-il? Nous ne faisons que ce que vous nous avez enseigné. Vous nous avez enseigné à être rapaces, à prendre ce que nous pouvons, par tous les moyens. Combien de fois ces puissances colonisatrices ont sillonné le monde et ont colonisé les peuples au nom de Jésus-Christ, du christianisme ou de n'importe quoi. Il s'agit là d'une culture très, très agressive. Pourtant c'est nous que l'on traite de criminels. Pourquoi? Parce que nous défendons le peu de choses qui nous restent? Il y a toujours ce sentiment, cette mentalité qui prétend que vous nous avez donné des terres, que vous nous avez donné des réserves, que l'homme occidental nous a donné quelque chose. Il ne nous a rien donné. Ce que nous avons c'est tout ce qui nous reste, et ils veulent même encore nous l'enlever. 

LE QUÉBEC, DE 1960 À 1990

PIERRE VALLIÈRES



La société québécoise en tendances, 1960-1990, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec 1990.

Cet ouvrage vient tout juste de paraître à l'Institut québécois de recherche sur la culture. L'équipe composée de Simon Langlois, Jean-Paul Baillargeon, Gary Caldwell, Guy Fréchet, Madeleine Gauthier et Jean-Pierre Simard présente une suite de diagnostics sur les changements sociaux en cours au Québec en cette fin du 20^{ième} siècle. Première étape d'un vaste projet visant à élaborer un meilleur modèle d'analyse du changement social, ce livre nous en apprend

Fernand Dumont, dans cet ouvrage collectif qui entend relancer la ferveur de l'analyse à l'heure où la société québécoise doit s'interpréter à nouveau et se redonner des projets d'avenir.

Après 30 ans de changements, dans quelles conditions sommes-nous placés pour interpréter la société québécoise? Précédée d'une floraison de critiques et de projets, la *Révolution tranquille* a bouleversé les institutions; elle a été, plus encore, une mutation des mœurs et des idéaux. Aujourd'hui, la société québécoise se retrouve en panne d'interprétation. A cet égard, les indices abondent: absence de consensus dans la

beaucoup sur les mutations en cours au niveau de la famille, du travail, des loisirs, de la religion, de l'éducation, de l'État, du système politique, des associations volontaires, des modes de vie et des représentations sociales.

La société québécoise après 30 ans de changements, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1990.

«Il n'y a pas de lucidité sans infraction», rappelle

conception de l'éducation, crise des objectifs dans les politiques de santé et de bien-être, corporatisme, bureaucratie, culte de la gestion qui a envahi l'État et les mouvements sociaux...

Devant le blocage de nos institutions et notre impuissance à percevoir les nouvelles formes d'inégalités sociales, comment mettre à jour les sources de ces empêchements? Dans le but de renouveler la problématique d'ensemble, une trentaine d'auteurs proposent des voies de réflexion qui mettent dans la pleine lumière du diagnostic les changements dans le genre de vie, les mœurs et les rapports sociaux.

Le FLQ: un projet révolutionnaire. Textes et écrits felquistes (1963-1982), VLB Éditeur, Montréal, 1990.

Ce recueil contient quelque 40 textes, la plupart inconnus du grand public, écrits et diffusés par le FLQ, principalement dans les années 60 et au début des années 70. Le recueil s'ouvre sur le premier Manifeste du FLQ en 1963 et se termine avec le témoignage du dernier prisonnier politique à recouvrer sa liberté, François Schirm. Le choix des textes a été effectué par Robert Comeau, Daniel Cooper et Pierre Vallières, qui signent aussi la présentation de l'ouvrage.

Cet ensemble d'écrits felquistes fait voir que le FLQ n'était pas qu'un mouvement de résistance armée, attiré par les seuls coups d'éclat. Il était aussi porteur d'un projet de société, alternatif et de gauche. Ce livre, qui n'est d'aucune manière un ouvrage à sensation, représente le FLQ tel qu'il s'est lui-même exprimé et défini au long de ses dix années de lutte, et même après.

FAUT-IL ABOLIR L'ARMÉE?

SERGE MONGEAU

Abolir l'armée! Quelle idée saugrenue, quand on voit le rôle que les soldats viennent de jouer dans la crise des barricades dressées par les Warriors! Mais justement, n'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur ce rôle?

LES ARMES ÉTAIENT-ELLES NÉCESSAIRES?

D'abord, il faut bien constater que les gouvernements ont utilisé l'armée pour compenser leur incurie. Les deux niveaux de gouvernement concernés savent depuis longtemps que la tension monte chez les Autochtones, et pourtant ils continuent de négocier de mauvaise foi avec eux (quand ils acceptent de les rencontrer...). Ils laissent pourrir des problèmes qui devraient être réglés depuis fort longtemps. Les deux gouvernements étaient au courant de l'existence des Warriors et du fait qu'ils s'armaient intensément, en vue d'actions militaires. Mais ils fermaient les yeux, espérant sans doute que, par magie, rien n'arriverait. Hélas, ça ne s'est pas passé ainsi...

Même lorsque la crise a éclaté, il aurait été possible de procéder autrement. Certes, l'armée a agi avec un grand contrôle, en évitant la provocation. Mais l'armée avait-elle besoin des armes pour agir ainsi? Que se serait-il passé si, au lieu de quelques milliers de soldats en armes, un regroupement de civils non armés s'était rendu aux barricades pour porter des vivres à la population retranchée? Les Warriors n'auraient jamais ouvert le feu sur des gens désarmés; car en agissant ainsi, ils auraient perdu la sympathie du monde entier. La patience des civils aurait fait réfléchir les Warriors. Ils se seraient lassés d'occuper des barricades que personne n'aurait voulu démanteler contre leur gré.

Au moment d'écrire ces lignes (le 4 septembre), on achevait de défaire les barricades, et il pouvait sembler que le tout se terminerait sans effusion de sang. Tant mieux! Mais cela aurait pu facilement être différent. Et de toute façon, même si les routes sont à nouveau ouvertes, rien au fond n'est réglé. Au contraire. Une fois encore, c'est le triomphe de la violence. Les Warriors ont réussi par la violence à capter l'attention de tout le pays pendant plusieurs semaines. Ils ont fait la preuve, une fois de plus, que si on veut se faire entendre, dans notre société, il n'y a qu'à être violent, car alors les médias nous font de la publicité et les gouvernements nous écoutent. De leur côté, les gouvernements ont fait la démonstration de leur incapacité à trouver une autre réponse à la violence que l'em-



PHOTO: ERIC BOUVET

ploi d'une plus grande violence encore. L'armée a montré ses gros muscles pour faire comprendre aux Warriors qu'il valait mieux qu'ils cèdent.

POUR L'ABOLITION DE L'ARMÉE

Parce que nous avons une armée au Canada, nous l'utilisons. Pour notre sécurité, nous pourrions cependant fort bien nous passer de l'armée. Nous pourrions intervenir autrement que par la force dans les diverses situations où nous faisons appel à l'armée. Il faudrait cependant se préparer en conséquence. Par exemple, des brigades de paix auraient fort bien pu jouer le rôle qui a été confié à l'armée à Oka et à Châteauguay.

L'idée de l'abolition de l'armée vient d'être lancée par un groupe de pacifistes convaincus, qui a publié un *Manifeste pour l'abolition de l'armée*. Le Manifeste comporte trois parties:

1) Une argumentation sur l'inutilité d'une armée au pays et des suggestions quant aux moyens qui pourraient être pris pour la remplacer dans les diverses fonctions qui lui sont confiées.

2) Une exploration des actions qui pourraient être entreprises grâce aux 12 milliards de dollars que nous récupérerions chaque année, si l'armée était abolie. Des actions qui contribueraient à notre sécurité beaucoup plus que l'armée.

3) Des suggestions d'actions possibles, que chacun peut entreprendre dès aujourd'hui, pour que nous parvenions à l'abolition de l'armée.

Déjà, nous gaspillons des sommes colossales pour une défense inutile. Au moment où une fois encore la question de l'indépendance du Québec revient dans l'actualité, il est important de réfléchir sur notre position face à l'armée. Allons-nous nous engager dans la même voie que le Canada? Pourquoi ne pas profiter de l'occasion qu'offre la création d'un nouveau pays pour sortir des sentiers battus et devenir un exemple de pacifisme rigoureux au plan international? Le Manifeste peut nous aider à réfléchir la-dessus.

On peut se procurer le *Manifeste* en envoyant 6,00\$ au *Comité pour l'abolition de l'armée*, 5770 Côte-des-Neiges, Montréal, H3S 1Y9, (514) 340-9209.

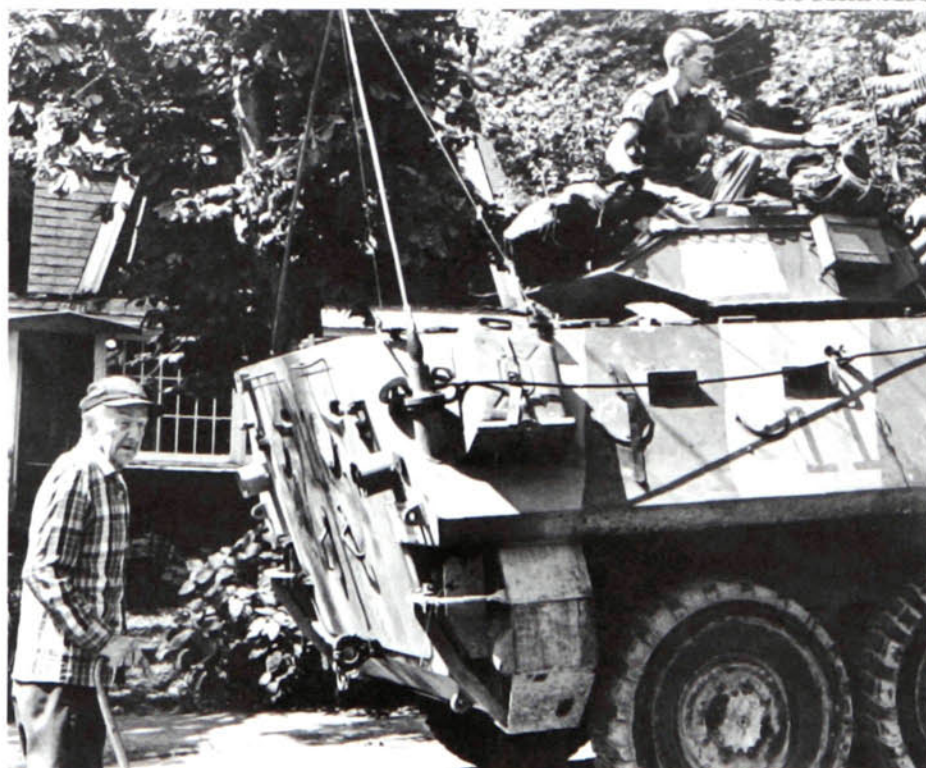


PHOTO: JACQUES NADEAU

PAIX option

**Le magazine
d'information
sur la paix**

Abonnement : 8 numéros : 17\$

Numéro spécial : 3.50\$

Revue Option Paix • C.P. 1037 Succ. B • Hull • Québec • J8X 3X5

**Numéro
spécial:**

- Pour un pays sans armée
- Pour le droit à l'autodétermination des nations autochtones et québécoise
- Retirons l'armée canadienne des conflits nationaux et internationaux
- Pour une réduction-reconversion du budget de la défense

LES AUTOCHTONES: AU-DELÀ DES BARRICADES



PHOTO: DANIEL GINGRAS

DOSSIER PRÉPARÉ
PAR JEAN ROBITAILLE ET PIERRE VALLIÈRES

ON LES AVAIT PRATIQUEMENT OUBLIÉS...

ON LES CROYAIT CONDAMNÉS À LA MISÈRE SILENCIEUSE ET AU FOLKLORE ANTHROPOLOGIQUE...

PUIS, UN DES LEURS, ELIJAH HARPER, NOUS PERMIT DE CÉLÉBRER, FIN JUIN, DANS L'ALLÉGRESSE ET LA SÉRÉNITÉ, NOTRE AVENIR NATIONAL RETROUVÉ. NOUS LUI EN SERIONS ÉTERNELLEMENT RECONNAISSANTS.

MAIS LA LUTTE AUTOCHTONE, COMBLE DE REVENDICATIONS JAMAIS SATISFAITES ET D'ENTENTES SYSTÉMATIQUEMENT BAFOUÉES, COUVAIT AU COIN DU FEU. PAR UN BEL ÉTÉ INDIEN, LA MARMITE ÉCLATA. CRISE AU PAYS DES BLANCS.

«TRISTE ET CONFUS, JE REPRIS LE CHEMIN DE L'ÉCOLE À LA MAISON, APRÈS AVOIR REÇU MA PREMIÈRE LEÇON D'HISTOIRE DU CANADA. J'AVAIS SIX ANS ET JE COMMENÇAIS LA TROISIÈME ANNÉE DU PRIMAIRE, ENFANT DE RÉSERVE INDIENNE, DE FAMILLE À REVENU MOINS QUE MOYEN, MAIS DONT LA CONSCIENCE ET LA FIERTÉ AMÉRINDIENNES ÉTAIENT PARTICULIÈREMENT MARQUÉES.

"VOS ANCÊTRES, AVAIT DIT L'IMPOSANTE MÈRE SUPÉRIEURE CHARGÉE DE LA CLASSE D'HISTOIRE, ÉTAIENT DES SAUVAGES QUI N'AVAIENT PAS LA CONNAISSANCE DE DIEU. ILS ÉTAIENT IGNORANTS ET INSOU-CIANTS DE LEUR SALUT." PUIS, AVEC UNE SINCÉRITÉ QUI L'AMENAIT PAR MOMENTS AU BORD DES LARMES: "LE ROI DE FRANCE EN EUT PITIÉ ET LEUR ENVOYA DES MISSIONNAIRES QUI ONT ESSAYÉ DE LES CONVERTIR, MAIS VOS ANCÊTRES, LES SAUVAGES, ONT TUÉ CES MISSIONNAIRES QUI SONT DEVENUS LES SAINTS MARTYRS CANADIENS. GRÂCE À DIEU ET À SON ÉGLISE, VOUS ÊTES AUJOURD'HUI DEVENUS DES GENS CIVILISÉS. CHAQUE JOUR, VOUS DEVEZ DEMANDER PARDON À DIEU POUR LES PÉCHÉS DE VOS ANCÊTRES ET LE REMERCIER DE VOUS AVOIR FAIT CONNAÎTRE LA FOI CATHOLIQUE, DE VOUS AVOIR ARRACHÉS AUX MAINS DU DIABLE QUI MAINTENAIT VOS AÎEUX DANS UNE EXISTENCE D'IDOLÂTRIE, DE VOL, DE MENSONGE ET DE CANNIBALISME. METTEZ-VOUS À GENOUX MAINTENANT, NOUS ALLONS PRIER LES SAINTS MARTYRS CANADIENS.»

GEORGES SIOUI, POUR UNE AUTOHISTOIRE AMÉRINDIENNE, PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, QUÉBEC, 1989, 160 PAGES



Michelle Vigeant me rappelle à l'ordre: la crise d'Oka ne peut pas s'expliquer seulement par la récente radicalisation de la communauté Mohawk. Notre histoire québécoise sem-

ble avoir oublié l'histoire des revendications autochtones. En fait, la nôtre s'arrête au début du 18^{ème} siècle, à l'époque où les colons n'ont tout à coup plus besoin du support des autochtones pour survivre. Jusqu'à ce moment, les Européens avaient été contraints de négocier de nation à nation avec les peuples autochtones. Les colons étant désormais capables de subvenir à leur développement sans l'aide des Amérindiens, le processus de génocide et d'assimilation pouvait s'intensifier.

sessions de formation sur les Autochtones. C'est une cause à laquelle elle se dévoue avec passion et conviction.

CRISE DE CIVILISATION

En s'installant ici, les Européens ont provoqué, selon elle, une véritable crise de civilisation. «Les Européens arrivaient avec un concept basé sur la domination alors que celui des Amérindiens est basé sur l'harmonie. On nous a décrits comme sauvages parce qu'on n'appliquait pas les principes de domination, de possession et de coercition. Je n'arrive pas à comprendre que les Européens aient pu faire preuve d'une telle ethnocentricité, refusant systématiquement d'accepter la culture différente des Autochtones. Le système de société iroquoien était pourtant très intéressant. Henry Lewis Morgan, premier anthropologue américain, était totalement stupéfait de son haut degré de civilisation... Marx s'en est inspiré pour rédiger son traité sur le socialisme et Benjamin Franklin s'est servi du modèle de la Confédération iroquoise pour définir le système politique des États-Unis! Comme civilisation, on était déjà pas mal plus avancé que les Européens.»

«Les Mohawks ont établi une alliance, de nation à nation, avec les Hollandais vers les 1650. Ce wampum, appelé le «Two Paths Belt», a été présenté par la suite aux Français et aux Anglais avec lesquels ce traité de paix et d'amitié a été renouvelé. Il a toujours été respecté par la Ligue des Six nations. Le traité Jay, 1794-1796, est une entente internationale d'amitié, de navigation et de commerce qui inclut la Ligue des Six nations. Jamais n'avons-nous été conquis par quiconque. Jamais n'avons-nous cédé quelque terre.»

L'HISTOIRE RÉCENTE

Les Amérindiens d'Oka ont mené une lutte acharnée pour leur terre durant toute la deuxième moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Dans les années 50, les Mohawks de Kahnésatake ont ouvertement manifesté leur désaccord lors du projet initial de construction du golf. Leurs revendications n'ont toutefois eu aucun impact.

Puis, au cours des ans, les Mohawks de Kahnawake, principalement, ont poursuivi leur engagement militant. La crise

qui a éclaté cet été révèle d'ailleurs un fait plutôt étonnant au premier coup d'oeil. Les Mohawks de Kahnésatake furent certes, au cours des dernières années, la communauté la moins politisée et la moins traditionaliste des trois (Kahnawake et Akwasasne étant les deux autres). N'habitant pas sur une réserve, la cohésion de la communauté de Kahnésatake était plus difficile à établir. Mais le dossier des revendications territoriales a permis au cours des dernières années de resouder l'unité de toute la communauté mohawk de la région.

Le dossier de l'agrandissement du golf sur les terres ancestrales des Mohawks (on a découvert dans le sol d'Oka des artefacts datant de 2000 ans), où se trouve d'ailleurs le cimetière, terre sacrée, a mobilisé les trois communautés. La responsabilité de défendre l'ensemble du territoire revendiqué appartient effectivement aux trois communautés mohawks.

Donc, déjà à l'été 89, la communauté d'Oka se préparait à lutter contre le projet d'agrandissement du golf. La désobéissance civile et la résistance non-violente étaient envisagées. Hommes, femmes et enfants prévoyaient s'attacher aux arbres pour empêcher qu'on ne les abattent. En mars dernier, une barricade symbolique fut érigée sur le chemin qui va du village d'Oka jusqu'au terrain de golf. Michelle Vigeant précise que «la menace des injonctions et le militantisme des deux autres communautés ont amené l'entrée en scène des Guerriers pour défendre le territoire de Kahnésatake». Mais la présence des Warriors à cet endroit demeurerait bien limitée.

L'attaque du 11 juillet a véritablement provoqué la crise. Michelle Vigeant en est outrée: «Envoyer la SQ à 6 heures du matin, tirer sur des femmes et des enfants... faut-il être assez lâche!». C'est à partir de ce moment que les véritables barricades, solidement gardées, se dressent un peu partout à Kahnésatake comme à Kahnawake. C'est aussi à partir de ce moment que les revendications mohawks prennent de l'ampleur. Le terrain du golf n'est plus le seul point en litige. Devant l'importance de la crise, les Mohawks élargissent maintenant leurs revendications. Les revendications territoriales et nationales plus globales, qui traînaient depuis des lunes sur les tables de *négociation*, sont inscrites à l'agenda du règlement de cette crise. 

PAR JEAN ROBITAILLE

«Jacques Cartier décrit assez bien dans son journal de bord comment il a été accueilli ici: «Les femmes entraient dans l'eau en chantant et en dansant». Dans la culture d'hospitalité et d'accueil des Autochtones, c'était tout à fait logique de recevoir ainsi les Européens. Le territoire était immense, il y avait de la place pour tout le monde», de souligner Michelle Vigeant, Mohawk de Montréal, dont les origines familiales sont de Kahnésatake. Professeure à l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia, elle donne un cours sur les femmes autochtones. Aussi étudiante au doctorat en technologie éducationnelle à l'Université de Montréal, Michelle Vigeant est aujourd'hui sollicitée de toutes parts pour participer à des

La société mohawk est matrilineaire, la mère qui transmet la vie maintient la lignée parentale. Ainsi, la femme choisit son compagnon qui vient vivre avec elle dans le *Long House*; il sera celui avec lequel elle aura des enfants. Toutes les femmes qui y habitent ont une ancêtre commune tandis que les hommes viennent d'autres *Long House*.

STATUT SOCIAL INDIVIDUEL ET COLLECTIF

Dans la société mohawk, il existait à la période du contact avec les Européens, une division sociale et sexuelle du travail. Les femmes étaient celles qui transformaient la nature; les hommes étaient ceux qui attaquaient la nature. Les femmes étaient responsables de l'agriculture et de la distribution de la nourriture, tandis que les hommes étaient chasseurs, politiciens et défenseurs.

FONDEMENT PHILOSOPHIQUE DE LA SOCIÉTÉ MOHAWK

Le rôle des femmes iroquoïennes est de transmuter la semence naturelle des hommes en enfants; elles ont la charge d'en faire des adultes. Ce sont elles qui négocient les mariages. Dans cette société sans viol, les femmes sont maîtresses des relations sexuelles. Les fonctions reproductrices sont valorisées. La naissance des filles est préférée, et c'est la raison pour laquelle le prix de la vie d'une femme victime de meurtre est plus élevé que celui de la vie d'un homme.

Les hommes, beaucoup plus que les femmes, réalisent la politique iroquoïenne, composent certains Conseils et mènent les affaires extérieures. Encore, au début du

PAR MICHELLE VIGEANT

NOTES DE SENSIBILISATION À LA RÉALITÉ MOHAWK

XVII^e siècle, les propositions du Conseil des Anciens devaient être approuvées «par le Conseil des femmes».

Dans ce système, la valeur première est l'autonomie responsable des individus. Il s'agit d'un équilibre entre la liberté individuelle liée à une responsabilité vis-à-vis un bien-être collectif, obtenu dans la coopération. Un homme qui dérogeait à cette règle pouvait être chassé du *Long House*, et conséquemment errer sans appartenance communautaire, ce qui rendait sa survie quotidienne plus difficile. Toute orientation sexuelle était acceptée, autant pour les hommes que pour les femmes.

SYSTÈME POLITIQUE

Les mères de clans choisissent les chefs agissant en tant que parlementaires, politiciens. Elles approuvent leurs décisions, et les déposent, au besoin. Les affaires politiques chez les Iroquoïens sont basées beaucoup plus sur la confiance que sur la méfiance et toutes les conclusions les plus importantes doivent se prendre à l'unanimité et non à la majorité.

L'exercice politique n'apporte pas la richesse, étant surtout lié à un prestige acquis par un indéniable pouvoir de convaincre, par l'exemple de responsabilité et de générosité.

LE SACRÉ

La terre est celle qui nourrit l'être humain qui en a la garde. Elle ne peut être divisée, sectionnée, répartie entre individus. Elle ne peut être possédée puisque mère de tout le monde. Voilà, entre autres, pourquoi les Amérindiens ne reconnaissent pas les frontières. La mère, terre, est la mère-terre partout, sans frontière. Les territoires de chasse sont seulement, comme chez les animaux, des réserves de nourriture où s'approvisionner.

La mythologie iroquoïenne de la création présente plusieurs variantes représentant une femme qui fait la terre et les êtres humains, avec un homme comme adjoint. Chez les Iroquoïens, les femmes sont perçues comme étant plus près du monde des esprits.

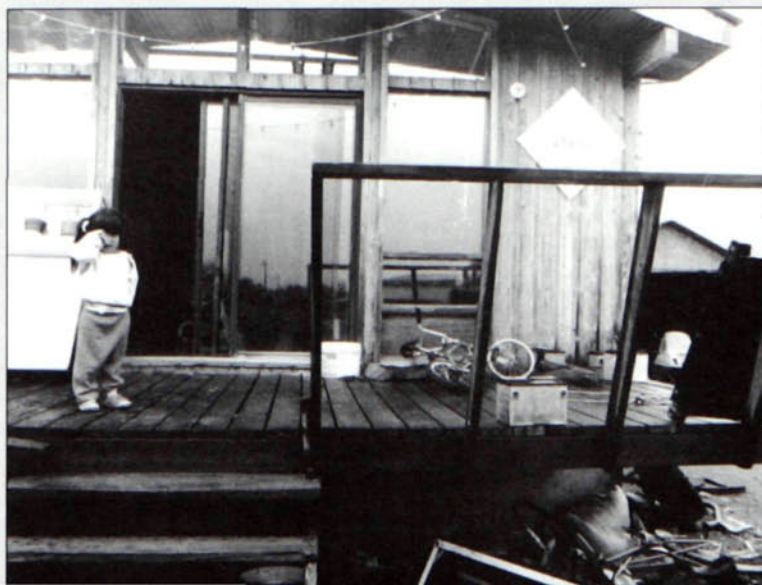


PHOTO:
DANIEL
GINGRAS

LA CULTURE AUTOCHTONE AUJOURD'HUI

Malgré les efforts répétés des gouvernements, les moyens multiples utilisés depuis la Confédération, pour assimiler les autochtones, ces peuples ont su résister à ces nombreuses stratégies, comme la Loi sur les Indiens adoptée en 1876, la pression ecclésiastique pour interdire légalement des aspects de la culture amérindienne, l'interdiction pendant 25 ans pour les autochtones d'avoir recours à un avocat afin de défendre leurs droits, l'absence du droit de vote jusqu'en 1952.

Cette tendance fédérale d'assimiler les autochtones, s'est poursuivie jusqu'en 1970 avec le Livre Blanc de Trudeau. Entre autres, il y a eu l'éducation obligatoire, de 1880 à 1970, où on a imposé aux jeunes autochtones la culture européenne. Les enfants étaient séparés de leurs parents, et placés dans les institutions d'enseignement, on leur interdisait de parler leurs langues. On les humiliait pour les discipliner.

Il n'y a pas d'étude systématique pour évaluer les traces des notions ancestrales dans les communautés mohawks contemporaines. Il est impossible d'affirmer l'existence d'une continuité entre le passé et le présent, bien que des traits culturels anciens soient encore présents. La réalité autochtone possède une originalité culturelle, issue d'un

processus de colonisation et de l'écrasement de l'ancienne culture.

Actuellement, les peuples autochtones veulent recombinaison des traits culturels anciens dans un contexte moderne pour adapter une structure qui est viable.

HISTOIRE DE KAHNESATAKE

Au début du contact avec les Européens, on a voulu évangéliser tous les Amérindiens. Tout comme d'autres nations autochtones, les Mohawks ont été décimés au début de la colonie par la maladie. De plus, ils ont été divisés par la guerre coloniale de frontières.

Le mouvement d'assimilation visait tous les peuples autochtones. Une méthode a été de fragmenter les communautés. On a déplacé les Mohawks installés à Hochelaga vers Sault-au-Récollet (Ahuntsic). Puis, il y a eu un autre mouvement vers la Seigneurie des Deux-Montagnes créant l'établissement d'Oka, site choisi par les autochtones eux-mêmes. La Seigneurie des Deux-Montagnes a été accordée aux Sulpiciens pour l'usage des autochtones. Il s'agissait d'un site utilisé comme emplacement saisonnier et permanent, selon les peuples autochtones. Y habitaient des Iroquois, des Népissingues et des Algonquins.

Le système féodal au Québec, en 1763, était

différent de l'Europe. Les seigneuries étaient accordées en tant que fiduciaire, pour l'usufruit. Lors de la conquête britannique, la Proclamation royale vient confirmer le rôle de fiduciaire des Sulpiciens vis-à-vis des Autochtones. Après l'abolition du système seigneurial, en 1860, les Sulpiciens ont augmenté le nombre de terres vendues à des individus, malgré les revendications des Mohawks, et de leurs droits sur les territoires.

À plusieurs reprises, on a tenté de convaincre les Amérindiens d'Oka de déménager ailleurs: à Maniwaki en 1853, à Doncaster en 1854, et à Gibson en 1876 et 1881. À la fin des années 1870, il s'est créé une «guerre de religions» avec l'arrivée d'un missionnaire méthodiste appuyant les réclamations territoriales des Autochtones.

En 1945, le gouvernement achète toutes les terres à Oka qui n'ont pas encore été vendues par les Sulpiciens. 18 000 acres de terre plus un boisé de 500 acres constituent la surface du territoire de Kahnésatake qui prend la forme d'un damier (quelques petits îlots sont en plein village d'Oka). Ils sont mis à la disposition des Mohawks de Kahnésatake. Ce n'est qu'en 1952 que les peuples autochtones ont pu avoir recours au système judiciaire pour faire respecter leurs droits ancestraux.

REVENDICATIONS TERRITORIALES DES MOHAWKS DE KAHNESATAKE

En 1981, il y a eu une prise de position des Mohawks lors du rapatriement de la constitution canadienne. Ceux-ci considèrent les traités effectués avant la Confédération, entre la Ligue des Six nations iroquoises et la Couronne britannique, comme étant du ressort international. Le Canada n'étant pas partie à ceux-ci, il ne peut les modifier ni les abroger. De plus, la Couronne britannique a accepté le rapatriement de la Constitution à la condition de respecter les droits aboriginaux.

Fait partie des revendications des Mohawks de Kahnésatake la reconnaissance d'un territoire enclavé, avec des droits de veto sur le développement régional en termes d'environnement et d'exploitation des ressources naturelles. Le peuple Mohawk se reconnaît souverain. Il veut négocier en tant que tel, pour s'auto-déterminer sur son propre territoire. Les Autochtones veulent décider de leur développement économique, de leur société, en plus de participer au système décisionnel des autres instances politiques, en ce qui les concerne.



PHOTO:
DANIEL
GINGRAS

Dimanche soir à Châteauguay...

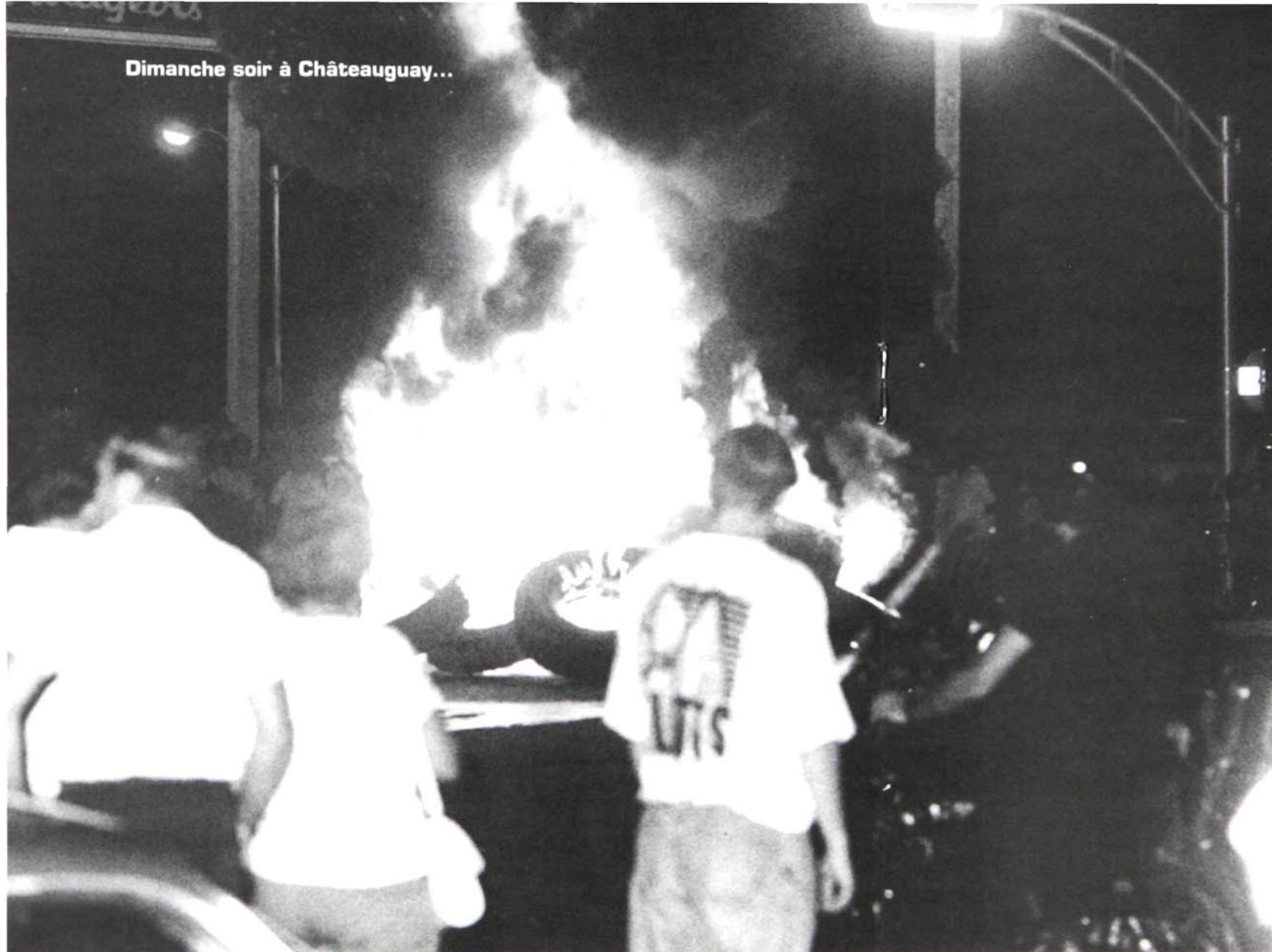


PHOTO: DANIEL GINGRAS

LES JOURNALISTES DANS LA CRISE, ACTEURS OU BOUCS-ÉMISSAIRES?

Il n'est jamais facile d'être journaliste en période de crise. Personne autonome, aux idées politiques généralement bien arrêtées, le ou la journaliste est un individu comme les autres. Il ou elle est inévitablement traversé-e par la gamme des émotions à fleur de peau que provoque chaque crise sociale d'importance. Il lui faut réagir à chaud et rapidement, hiérarchiser sur-le-champ l'importance des informations obtenues de sources diverses qui parfois se contredisent. Il est amené à prendre parti dans le feu de l'action, du moins intérieurement, tout en essayant par ailleurs, en bon professionnel, de préserver intacte sa liberté de jugement et d'expression, c'est-à-dire son autonomie de jugement ou son *objectivité*. Cela exige, on s'en doute, un effort cons-

PIERRE VALLIÈRES

tant et difficile pour ne pas se faire piéger par les fausses rumeurs et les *ballons* politiques lancés par les uns et les autres.

En temps de crise, chaque journaliste appelé à couvrir l'événement peut rapidement devenir *éditorialiste* et, à son insu ou de plein gré, se révéler un acteur intéressé dans la crise qu'il ne peut en tant que personne humaine concernée se contenter d'observer avec neutralité. D'autant plus que les faits se bousculent dans une instantanéité souvent dramatique. Comment pourrait-il en être autrement alors que par définition toute crise sociale ou politique majeure interpelle en profondeur la collectivité tout entière?

Inutile donc en temps de crise d'attendre des médias une information froide ou neutre. Ceux-ci ne peuvent, qu'ils le veuillent ou non, que donner prise à la critique et à la controverse, être accusés à tort ou à raison de partialité envers l'un ou l'autre camp, et en bout de ligne servir de boucs-émissaires commodes pour tout-un-chacun.

À cela, il convient d'ajouter que les journalistes s'opposent entre eux en plusieurs tendances souvent antagonistes. Car d'un côté ou de l'autre des barricades, (nationales, culturelles ou politiques), il n'y a pas de journaliste sans parti-pris ni préjugés. Voilà pourquoi chaque fois que la société est secouée par une crise profonde plusieurs éprouvent le besoin, à un moment ou un autre, de faire le procès des médias.

DE CRISE D'OCTOBRE EN CRISE AUTOCHTONE

Cela s'est vérifié durant les événements d'octobre 1970 comme à nouveau, cette année, à l'occasion de la crise autochtone. Dans un cas comme dans l'autre, ce qu'on appelle *terrorisme* est d'abord le symptôme virulent d'un état d'exaspération sociale que les pouvoirs politiques refusent de voir ou d'affronter. En 1990, comme il y a 20 ans, des journalistes ont, à de nombreuses reprises, servi d'intermédiaires entre les présumés *terroristes* et les représentants autorisés (politiciens, policiers et militaires) de l'Etat. Une tâche non sollicitée mais assumée par nécessité, les journalistes étant de fait les seules personnes à pouvoir, dans les circonstances, jouer ce rôle inconfortable.

Commentateurs obligés et intermédiaires involontaires entre l'opinion publique et les principaux acteurs de la crise, les journalistes se retrouvent donc plus souvent qu'à leur tour au banc des accusés. Politiciens, *terroristes* (ou Guerriers, Warriors...), militaires, policiers, citoyens: à peu près tout le monde s'institue juge, sinon inquisiteur, des médias. Ce procès en règle fait d'ailleurs partie intégrante de la crise elle-même!

Depuis le déclenchement de la crise autochtone en juillet, les «regards critiques» sur le rôle des médias se sont d'emblée révélés contradictoires, sinon carrément antagonistes. Ainsi, beaucoup d'observateurs ont reproché aux journalistes francophones du Québec d'être majoi-

ritairement hostiles à la cause mohawk (surtout à celle des Guerriers), parce que les autochtones seraient venus embrouiller le débat constitutionnel. D'autres, au contraire, ont accusé les médias anglophones du pays de se montrer *sympathiques* aux revendications autochtones par simple calcul politique à court terme et par volonté de manifester sous cette forme leur vieille opposition au projet souverainiste québécois. À entendre les uns et les autres, les autochtones ne seraient que des pions dans la lutte entre anglophones et francophones au pays. Et tout le monde serait raciste: les francophones seraient massivement anti-autochtones, les anglophones anti-francophones et les autochtones... anti-Blancs!

Il y a sûrement du vrai là-dedans, mais surtout il y a beaucoup de préjugés et de parti-pris de part et d'autre. Une chose en tout cas est sûre: les médias francophones et anglophones ont traité globalement de la crise autochtone de manière fort différente. Par exemple, les médias francophones ont paru surpris du sérieux des revendications autochtones, en particulier de celles concernant la souveraineté politique. Ils ont surtout mis l'accent sur la nécessité de rétablir à tout prix l'ordre légal défini par la société dominante, ainsi que sur l'irréalisme présumé du droit à l'autodétermination des nations autochtones et donc, dans le présent conflit, de la nation mohawk. Les médias anglophones, pour leur part, se sont révélés plus sensibles aux revendications autochtones et n'ont pas manqué de reprocher à la société québécoise un certain sectarisme de type nationaliste. Toutefois, ils ne sont pas allés jusqu'à trouver une justification sociale à la révolte armée des Mohawks.

Par ailleurs, parmi les journalistes eux-mêmes, anglophones et francophones confondus, deux camps se sont manifestés. Un premier qui, dès le départ, a cherché à criminaliser l'ensemble de la communauté mohawk à travers l'action *illégal* des Guerriers (Warriors), cette «bande de criminels». Un second qui, au contraire du premier, a tenté de comprendre et faire comprendre les causes politiques et sociales de la «déclaration de guerre» mohawk.

En somme, étant lui-même un acteur social, chaque journaliste, homme ou

femme, s'est investi-e à sa façon dans la crise autochtone, y percevant spontanément ce qui pouvait menacer ou, au contraire, avantager son système de valeurs. Rapportés par des acteurs différents, les événements ont été diversement interprétés. Et cette fois encore, comme au lendemain de la crise d'octobre 1970, la controverse a gagné les rangs des journalistes eux-mêmes. La crise a forcé «les journalistes à s'interroger sur leur rôle, à mettre en doute l'orientation éditoriale de leur média, à critiquer d'autres journalistes qui ne partageaient pas leur point de vue, à dénoncer les médias concurrents et surtout à se défendre contre les nombreuses critiques qui leur étaient adressées» (Bernard Dagenais).

LA SUREXPLOITATION MÉDIATIQUE AU SERVICE DU POUVOIR D'ÉTAT

Pour un, Alain Gerbier, journaliste pigiste et correspondant du quotidien français *Libération*, présent à Kahnésatake depuis le début, déplore vivement la surexploitation des médias (et des journalistes) par les différents acteurs de la crise: guerriers, leaders autochtones, policiers, militaires et politiciens. Selon lui, on a assisté à une véritable «guerre médiatique» et les journalistes ont été pris au piège de la propagande pro ou anti-Warriors. «Ce ne sont pas des tracts qui ont servi cette guerre, mais des quotidiens comme *La Presse* et *The Gazette*, ce qui n'a pas manqué de créer des abus très graves».

Gerbier, qui a longtemps travaillé pour l'Agence France-Presse, relève plusieurs de ces abus, qui l'ont particulièrement scandalisé et qu'il a dénoncés, entre autres, dans l'hebdomadaire *Voir*.

Le principal abus (de pouvoir ou de presse?) a été, selon lui, sciemment commis par la presse francophone du Québec le premier jour de la crise, soit le 11 juillet 1990. Ce jour-là, les journalistes francophones ont délibérément ignoré les témoignages de trois journalistes «étrangers», Rafi Kirdi de *Gamma* et Robert Galbraith et Yann Barette de *Reuter*, qui, un revolver sur la tempe, se sont fait dépouiller par la SQ de tous leurs équipements, parce qu'ils venaient d'être témoins des coups de feu tirés par les policiers lors de l'assaut contre les barricades... et qu'ils les avaient enregistrés. À ce moment précis, les trois journalistes cam-

paient derrière les lignes mohawks.

Rafi Kirdi a soutenu devant la presse que les policiers ont tiré les premiers après avoir envoyé des grenades lacrymogènes au milieu des femmes et des enfants mohawks. Juste auparavant, il a vu le caporal Lemay au pied de l'arbre où il était auparavant grimpé. Son témoignage, comme celui de ses deux confrères, ont été récusés par tous les médias du Québec, mais repris aussitôt par ceux du Canada anglais. Quant à la SQ, elle a nié jusqu'au 20 septembre dernier avoir tiré des coups de feu le 11 juillet. Le 20 septembre, elle admettait enfin que ses policiers avaient ouvert le feu, à la suite d'une longue enquête conduite par les journalistes Bruno Bisson et Marcel Laroche de *La Presse*. C'est dire que pendant plus de deux mois, les médias francophones ont soutenu en bloc, et erronément, qu'aucun policier n'avait ouvert le feu à Kahnésatake.

Dans quel dessein la presse a-t-elle étouffé le témoignage oculaire des journalistes Kirdi, Galbraith et Barette? Alain Gerbier croit que poser la question revient à y répondre. Ne pourrait-on affirmer que pour les médias québécois, comme pour l'État, il était urgent de présenter dès le début les guerriers comme des *criminels* et des *assassins*, de les dépouiller irrémédiablement du caractère légitime de la lutte souverainiste mohawk, de les isoler des autres groupes autochtones et d'en faire les boucs-émissaires d'un grave problème social et racial depuis trop longtemps occulté? L'image négative des *Warriors* présentée quotidiennement par les médias québécois a eu pour effet de dresser les Blancs contre l'ensemble des peuples autochtones, et cela au nom de la vertu, du savoir-vivre et de la légalité.

On a pu le noter, une nouvelle fois, lorsque des autorités entreprirent de faire sur la place publique le procès de Ronald Cross, dit *Renaldo Casalpro* et *Lasagna*. Alors que Ronald Cross est né à Kahnésatake d'un père authentiquement mohawk et qu'il est le cousin de David Cross, abattu par deux agents de la SQ le 20 octobre 1979 à Kahnawake, il fut présenté comme un Blanc italien de Brooklyn venu chez nous pour le simple plaisir de faire du trouble! Preuve on ne peut plus éloquent d'ignorance et de mépris envers la réalité amérindienne. Preuve aussi que tous les moyens sont bons pour attiser un racisme qui ne demande qu'un prétexte pour s'enflammer. 



PHOTO: ROBERT FRÉCHETTE (AGENCE STOCK)



PHOTO: BENOÎT AQUIN (AGENCE STOCK)

«**T**oi, j'te réserve une balle entre les deux yeux!» C'est ainsi que, du haut de son tank, un brave militaire canadien a apostrophé Claude Moïse, militante pacifiste, qui pourtant, bien sagement, tendait la main, les doigts placés en signe de paix, au cortège de tanks qui défilait en face du *Camp de la paix* à l'entrée du Parc Paul Sauvé à Oka.

L'ARMÉE DÉMASQUÉE

JEAN ROBITAILLE

Vu de proche et sans caméra aux alentours, les militaires canadiens ne correspondent pas du tout à l'image que les médias projettent. L'entreprise de maquillage médiatique réussit à leurs attribuer mille qualités: «Une armée professionnelle, disciplinée et pacifique». Mensonge! Après l'avoir côtoyée jour et nuit pendant cinq jours, un seul constat prévaut: celui d'une armée qui méprise, qui harcèle, qui insulte (les femmes en particulier), et qui provoque.

UNE PROMISCUITÉ DANGEREUSE

Les journalistes habitués à la dictature des *Telbec* et au confort des conférences de presse, attendent sagement entre eux que les responsables de l'armée les convoquent à la prochaine conférence de presse. Les responsables des relations publiques de l'armée leur offriront alors leur pitance quotidienne de *scoops*. Poussant le dévouement à l'extrême, les militaires fournissent même les images vidéo à diffuser aux bulletins de nouvelles. Et les journalistes, sauf exception, embarquent dans ce manège.

Ils proclament sans gêne leur objectivité et leur neutralité dans le conflit. Et pourtant, j'ai eu la chance d'assister à un spectacle bien curieux lors de mon arrivée au *Camp de la paix* le 29 août dernier. Un tank arrive en trombe au barrage policier, le traverse dangereusement, puis se met à tourner en rond au milieu de la rue. Une

équipe de caméramen filme la scène... afin de capter un moment historique. En effet, à bien y regarder, on reconnaît de charmants journalistes assis dans le tank avec leurs nouveaux amis militaires en train de faire des *bye-byes* à la caméra. Doux plaisirs pour ces professionnels rompus par le stress! Et quels beaux souvenirs à montrer à ta famille avant d'écouter le prochain Bye Bye. Une scène toute anodine qui révèle que la promiscuité qui s'installe entre certains journalistes et l'armée commence à sentir mauvais.

ENQUÊTE OU RAGOTS?

«Les médias d'information ont peu à peu mis au jour le véritable portrait des Guerriers: des criminels qui ont rempli leurs coffres de 30 millions \$ par des activités illégales», nous disait l'éditorialiste du journal *Le Soleil* le 4 août dernier. Les médias sont fiers du brillant journalisme d'enquête qu'ils prétendent avoir effectué au cours de cette crise. Et pourtant, mis à part quelques très bons articles dans *La Presse*, «l'analyse et l'enquête» ne reposaient que sur la transmission rapide des derniers ragots à la mode au Centre de presse. Dans la livraison de septembre du magazine *Le 30*, Jacques Guay est très sévère à l'endroit de ses confrères: «Quelle prétention par ailleurs lorsqu'on affirme que les médias ont peu à peu mis au jour le véritable portrait des Guerriers alors qu'ils n'ont fait que publiciser les communiqués et déclarations, la plupart du temps sous le couvert de l'anonymat, des membres des divers corps policiers.»

L'ARMÉE S'AMUSE... À DES JEUX DANGEREUX

Lundi le 27 août dernier, le commandant d'un bataillon a «réquisitionné» deux tondeuses à gazon et demandé à deux soldats de couper le gazon au départ du quatrième trou au club de golf d'Oka. Ses hommes lui ont ensuite apporté un fer no.5, provenant du Club House, et quelques balles. Pendant quelques minutes, il a frappé les balles en direction d'une barricade mohawk...

Puis dans la nuit du 27 au 28 août, deux sergents ont poussé l'audace jusqu'à s'aventurer tellement profondément chez les Warriors qu'ils en sont revenus avec un drapeau ennemi! Ce trophée a été installé dans le bureau du Commandant Lavigne, à l'école primaire d'Oka.



PHOTO DANIEL GINGRAS

La crise autochtone a douloureusement divisé les principaux protagonistes des mouvements sociaux du Québec. Ils n'hésitent pourtant généralement pas à épouser – à tout le moins moralement – toutes les «bonnes causes» à l'agenda. Un certain mouvement social progressiste (syndicalistes, féministes, indépendantistes, jeunes, sans-emplois, écologistes, chrétiens-nes de gauche, groupes populaires) se recompose habituellement assez facilement pour appuyer les luttes de libération.

Tel n'est cependant pas le cas aujourd'hui. La nouvelle «majorité silencieuse» du mouvement syndical et des groupes populaires a de quoi étonner. On s'était habitué au silence des intellectuels-les québécoises, mais cette nouvelle absence de prise de parole claire inquiète.

En fait, un tableau plus juste de la situation révèle tout de même un certain nombre d'appuis significatifs à la cause autochtone. Mais il montre aussi la participation de certains-es militants-es et de leurs organisations à un mouvement, *Solidarité Châteauguay*. D'un côté, on retrouvait donc

d'appui aux autochtones.

Des questions méritent d'être posées; des contradictions doivent être soulevées.

Sur l'utilisation de la violence:

• Quoi qu'on en dise, nos luttes ne sont pas toujours exemptes de recours à des actions violentes. Les luttes ouvrières, en particulier, ont dû y recourir dans certains cas. Et pourtant, à titre d'exemple, quel leader, dans le mouvement syndical, aurait accepté que nous questionnions la légitimité de la lutte des travailleurs-ses du Manoir Richelieu ou que nous limitions notre appui parce que certains actes violents avaient été commis sous les auspices du mouvement syndical?

• Quant aux luttes de libération nationale actives ailleurs dans le monde, qui, dans nos réseaux, a jamais pensé dénoncer le choix de la lutte armée par l'ANC pour combattre l'apartheid en Afrique du Sud? Rappelons-nous plutôt l'accueil triomphal réservé à Nelson Mandela en juin dernier. Bien que nous sachions que certaines pratiques de militants-es de l'ANC ne soient toujours très jolies, personne ne prétend que la lutte des Noirs-es d'Afrique du Sud

CONTRADICTIONS DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX

COMITÉ EN MOUVEMENTS
TEXTE DE JEAN ROBITAILLE

les manifs régulières du *Regroupement de solidarité avec les autochtones*, le *Camp de la paix* à Oka et la déclaration publique d'appui aux Mohawks signée par 170 participants-es au Congrès de l'Entraide missionnaire. Et de l'autre, des syndicalistes bien en vue ainsi que le syndicat des Teamsters qui participaient aux actions de *Solidarité Châteauguay*. Au centre, entre les deux, un long silence entre-coupé de déclarations diverses, toutes plus généreuses les unes que les autres, qui prenaient toutes grand soin de ne pas véritablement prendre parti.

VIOLENCE ET PRISE D'OTAGE

L'utilisation de la violence par les Mohawks, leurs activités illégales (bingo, cigarettes et casino) et la prise en otages des gens de Châteauguay expliqueraient, selon certains, l'absentéisme important aux manifs

ne doit pas être soutenue.

Sur les activités illégales:

Bingo, vente de cigarettes et casino ne sont certainement pas la façon la plus noble de faire de l'argent, on en convient. Mais le caractère illégal de ces activités par les Mohawks est déterminé essentiellement par le fait qu'ils ne voulaient pas se soumettre à nos lois. Si les citoyens-nes d'une autre nation refusent de s'y soumettre, il importe, plutôt que de bêtement réprimer les récalcitrants, de négocier une nouvelle entente redéfinissant le partage des pouvoirs, des autorités et des responsabilités entre ces nations qui satisfasse toutes les parties.

Par ailleurs, le débat existe déjà à l'intérieur de la nation mohawk sur la pertinence de



25 ANS D'ENRACINEMENT DANS LA VIE OUVRIÈRE

publié en septembre 1990

par le **Mouvement des travailleurs chrétiens**

«C'est un survol de 25 ans d'existence du mouvement à travers les yeux et le cœur de ses membres.»

Disponible au 4570 rue Adam, Montréal, H1V 1V2,
au coût de 3,00\$ plus les frais postaux.

développer de telles activités et oppose les tenants de deux courants traditionalistes. C'est un débat important que nous suivrons attentivement dans les prochains numéros de VO.

Sur la prise d'otage:

• D'aucuns ont prétendu que les barricades posées sur le pont Mercier brimaient les résidents-es de cette région d'un droit vital. Prise en otage par les Warriors, la population était alors en droit de réclamer que justice lui soit rendue. L'utilisation de la répression était ainsi pleinement justifiée aux yeux des leaders de *Solidarité Châteauguay*.

Or, les grèves dans le TRANSPORT EN COMMUN et dans les HÔPITAUX provoquent certainement au moins autant d'embarras dans la population que la fermeture du PONT MERCIER. On n'accepterait pourtant pas, et à juste titre, que l'on remette en question notre appui à ces luttes ouvrières. On sait, dans de telles circonstances, trouver les bons arguments pour justifier la primauté des droits collectifs sur les droits individuels. Voilà pourtant ce qui est aujourd'hui en jeu dans ce conflit qui oppose la promotion des droits ancestraux des peuples autochtones aux droits individuels des automobilistes de la banlieue montréalaise. 

Ce texte, produit par le comité *En mouvements de VO*, est le fruit d'une discussion collective à laquelle ont participé ANDRÉ GIROUX, JEAN ROBITAILLE, FRANÇOIS SAILLANT et ÉLYSE TREMBLAY.



IL Y A TROIS SIÈCLES, 1400 WARRIORS À KAHNAWAKE

RICHARD DESJARDINS

Les Wampanoags, les Paranouets, les Pequots, les Narrangansetts étaient des nations autochtones qui vivaient entre Boston et Montréal, il y a plus de 300 ans. Il n'en reste plus aucun descendant, aucun survivant aujourd'hui. De ces nations, on en a presque oublié le nom. Génocides parfaits.

Les Mohawks, qui vivaient davantage à l'intérieur des terres, de Montréal à Détroit, ont vu, ont su tout ça. À la fin des années 1600, c'était à leur tour de passer à la mort.

Du castor, il n'en restait presque plus au Québec. Il fallait aller le chercher maintenant dans la région des Grands Lacs où viennent se déverser les grandes rivières de l'intérieur. C'est là que les Iroquois confédérés résidaient. Ils étaient les seuls agriculteurs au nord du Mexique, les seuls sédentaires, et la maîtrise de la culture des courges, des citrouilles, du maïs, leur donnait des vitamines, même à la fin des hivers terribles.

Le régiment de Carignan a mis l'Iroquoisie à feu et à sang pendant de longs mois. Sans réussir à les tuer tous. Dans les années qui suivirent, Français et Iroquois s'empêchèrent de vivre. Les Français vivaient dans des forts, les Indiens vivaient dehors. Un jour, exténués, ils offrirent l'armistice.

Le gouverneur Denoncourt chargea le missionnaire Lambertville d'aller voir les six nations iroquoises confédérées autour des Grands Lacs pour leur proposer une rencontre au fort Kataracoui (Kingston), à l'entrée est des lacs.

LE 24 JUIN 1687

Le 24 juin 1687, à la Saint-Jean Baptiste, 50 chefs de bandes désignés par les Long Houses répondent à l'appel du missionnaire et arrivent au fort avec leurs familles. On avait dressé des tables de festin recouvertes de nappes blanches. Les fumets français embaumaient l'atmosphère.

On ferma les portes du fort, on enleva les nappes et les chaudrons et on enchaîna les 50 chefs de bande et leurs familles.



PHOTO: EGGILL OSCAR GUSTAFSSON

On amena ensuite les prisonniers à Montréal, on laissa les femmes et les enfants aux colons de l'île. À Québec, on embarqua les 50 chefs de bande pour qu'ils aillent servir le roi Louis XIV en tant que galériens sur ses navires dans le port de Marseille. 37 moururent de fièvre.

C'est ainsi que se termina la première phase des négociations.

QUOI FAIRE POUR RESTER VIVANT?

Le gouverneur Denoncourt demanda ensuite au roi d'envoyer en Nouvelle-France 300 soldats armés et équipés pour «fondre partout et en un seul temps sur tous les Iroquois».

Avec pour se défendre seulement quelques fusils négociés aux Anglais d'Albany (ils achetaient les peaux de castor le double du prix offert par les Français) et sans

canon, les Iroquois n'avaient plus qu'à attendre la mort. Quoi faire? Quoi faire pour rester vivant? Déjà que les Illinois, voisins de l'ouest, avaient reçu des armes françaises pour resserrer l'étau.

Les Long Houses se réunirent et résolurent de se servir de la SEULE arme hypothétique existante.

1400 Warriors, recrutés parmi les nations confédérées, descendirent le Saint-Laurent et campèrent plusieurs jours à Kahnawake. Dans la nuit du 4 au 5 août 1689, alors qu'une tempête de grêle bouleversait le fleuve, ils traversèrent et tuèrent 22 personnes, des colons qui vivaient entre le fort et le rivage. Ils passèrent en canot devant la Place Jacques-Cartier d'aujourd'hui et leurs cris de guerre terrifièrent tellement Ville-Marie que les soldats ne sortirent pas. La population de la ville était aussi de 1400. C'aurait très bien pu être la fin de l'aventure française en

Amérique. Ils terrifièrent tellement la population que les 300 soldats sollicités de France n'arrivèrent jamais. Ils terrifièrent tellement que la sépulture des massacrés n'eut lieu que trois ans plus tard.

Les Iroquois se retirèrent après dix jours. Le sieur Duluth qui avait armé les Illinois parvint à l'automne à capturer un Iroquois sur le lac des Deux-Montagnes, il fut traîné sur le Mont-Royal et brûlé vif.

Douze ans plus tard, les nations amérindiennes signèrent la paix, toutes réunies aux Champs-de-Mars de Montréal. Ainsi prit fin la deuxième phase des négociations. Aujourd'hui, il y a encore des Mohawks vivants.

Note: Ce texte a paru dans *Rebelles*, vol. 2, no 3, sous le titre *La première négociation*. Nous remercions l'équipe de *Rebelles* de nous avoir autorisés à le reproduire ici.



LA CALIFORNIE... LATINO-AMÉRICAIN

MARYSE ROBERT

On s'inquiète de plus en plus en Californie de la croissance rapide de la communauté latino-américaine. Alors que celle-ci représentait environ 21% de la population totale de cet État en 1985, les démographes prévoient que ce pourcentage atteindra près de 50% en 2030 (plus spécifiquement entre 35% et 45%).

La faible intégration de la population latino-américaine à l'économie formelle de l'État a de quoi inquiéter les *Anglos*, qui constitueront 60% des personnes âgées au début du prochain millénaire. Qui fera fonctionner l'économie? Qui paiera les impôts nécessaires pour financer la sécurité sociale? Alors que la «baby boom generation» prendra sa retraite dans quelques années, les jeunes qui remplaceront leurs aînés seront, selon toute vraisemblance, majoritairement d'origine latino-américaine, sans instruction et sans formation adéquate pour affronter le marché du travail.

UN SOUS-PROLÉTARIAT?

Dans une étude publiée en 1988 (*The Burden of Support: Young Latinos in an Aging Society*), le professeur David Hayes-Bautista, de l'Université Stanford, affirme que, si la tendance se poursuit, les jeunes Latino-américains seront toujours confinés à des emplois mal payés et peu rémunérateurs au début du siècle prochain. On enregistre des tendances similaires dans les États du Texas, de l'Illinois et de New-York où la population latino compte pour environ 9% de l'ensemble.



PHOTO JACQUES GAROFALO

Une seule exception au tableau, la Floride, où les Latinos, majoritairement d'origine cubaine, sont beaucoup plus riches et mieux éduqués.

Traditionnellement, les Anglos ont toujours profité d'une main-d'œuvre hispanique à bon marché. Les banlieues de Los Angeles absorbaient assez facilement ces immigrants venus du Mexique et de l'Amérique centrale. Toutefois, il y a environ dix ans, les choses ont commencé à changer. Les Anglos se sont sentis envahis par ces étrangers et ont quitté les grandes villes en nombre de plus en plus croissant. Aujourd'hui, seulement 15% des élèves des écoles publiques sont *Anglos* dans le Los Angeles County. En fait, on reproche aux Latinos de ne pas s'intégrer au *melting pot* américain. Venus aux États-Unis en nombre proportionnellement plus important que les autres communautés ethniques, et à proximité de leur terre natale, les Latinos ont choisi de garder leur langue et leurs coutumes.

PEU DE SIGNES ENCOURAGEANTS

Or, la transition démographique qui s'opère actuellement à Los Angeles se réalise dans des conditions difficiles. Deux étudiants latinos sur cinq quittent l'école avant la fin de leur secondaire dans le Los Angeles United School District, où ils représentent 62% de la population étudiante.

Il y a peu de signes encourageants. La Californie se classe présentement au 48^{ième} rang sur les 50 États américains au chapitre des dépenses par habitant dans le secteur de l'éducation publique. À Los Angeles, par exemple, on dépense chaque année seulement 3 500 \$ par étudiant par année; à New-York, c'est le double.

Bien que difficile, l'avenir s'annonce tout de même plus facile pour les hispaniques que pour la minorité afro-américaine, c'est-à-dire ceux qu'on appelle généralement les *Noirs*, dont les conditions sociales et économiques sont encore pires.

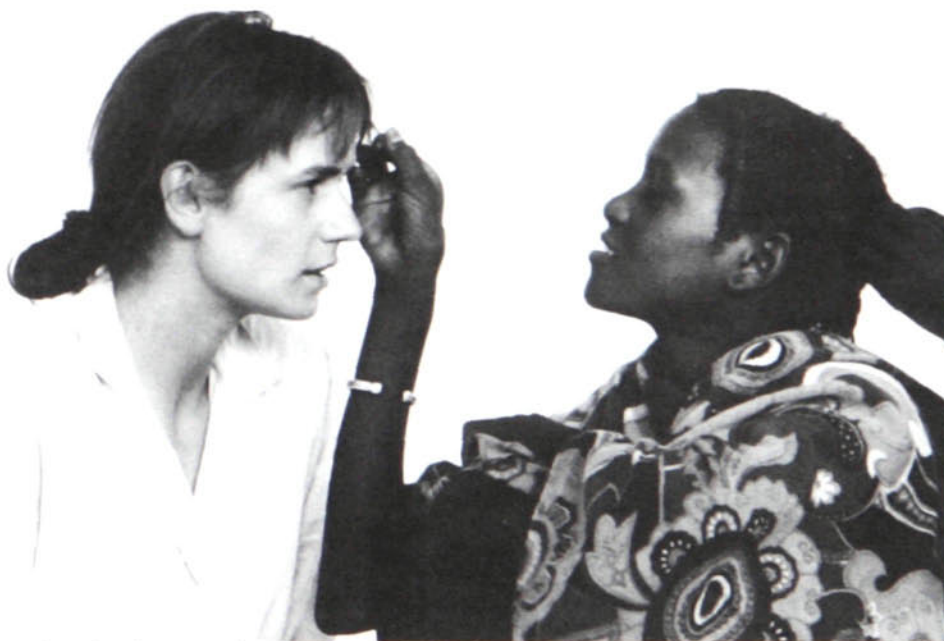
NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1990

L'EST ET LE SUD À L'HONNEUR

MYRIAM EL YAMANI

Le 14e Festival des films du monde de Montréal avait décidé cette année de rendre hommage à la liberté retrouvée dans les pays de l'Est. En conséquence, il sortait du placard une quinzaine de films interdits.

Mais pour pallier aux effets pernicioeux d'un système trop bien structuré jusqu'à l'étouffement, il n'y a pas que l'humour. *L'oreille* d'un autre Tchécoslovaque, Karel Kachyna, réalisé la même année en 1969, nous présente un huis clos un peu kafkaïen, mais superbement maîtrisé, entre un haut fonctionnaire, qui vient



La captive du désert, du réalisateur Raymond Depardon

Heureuse initiative qui nous a permis de voir combien il est important pour certains cinéastes de continuer à persévérer dans leur art, malgré la censure. *Les alouettes, le fil à la patte* du réalisateur tchécoslovaque Jiri Menzel, surtout connu ici pour sa superbe comédie satirique, *Mon cher petit village*, est à ce titre particulièrement éloquent. Des intellectuels et des petits commerçants se retrouvent dans un chantier de ferraille pour être rééduqués par le travail forcé. Panorama de personnages simples, terriblement humains, qui ne se gênent pas pour critiquer l'idéologie communiste, avec beaucoup d'humour, malgré le danger permanent.

d'apprendre qu'il risque d'être arrêté, et sa femme. En une seule nuit, la tension monte à Prague, on écoute, on épie, on finit par vous rendre fou. Plus d'électricité, de téléphone; pourtant les voisins font un party. Chut...! L'oreille vous a entendus! Mélange minutieux de drame virant à la psychose et de scènes drôles, comme le bol de toilette qui brûle à force de vouloir détruire les documents compromettants. Ce film joue sur vos nerfs, vous donne des frissons. Même le magnifique château de Prague finit par vous envoûter. Il fallait beaucoup de courage pour oser montrer la suspicion et cet état latent de se sentir continuellement sur ses gardes. Fabuleux!



Pavel Louguine, réalisateur de Taxi Blues

PHOTO: PANTAZIS PANAYIOTIS

TAXI BLUES

Autre vision des pays de l'Est, cette fois-ci la société soviétique. *Taxi Blues*, le premier long métrage de Pavel Louguine, qui a remporté le prix de la mise en scène au dernier Festival de Cannes, se veut une histoire et non pas une critique du régime. Pourtant la rencontre entre un chauffeur de taxi, sorte de brute en quête d'argent, violent et solitaire, et un saxophoniste déluré, marginal, sorte d'intellectuel provocateur et sensible, nous amène pour la première fois dans un périple nocturne fascinant à Moscou. La perspective que ce cinéaste nous offre des marginaux, alcooliques (ils en arrivent même à boire de l'eau de Cologne diluée, faute de vodka), est poignante de vérité dans cette *perestroïka*, qui n'en finit pas d'arriver. C'est une curieuse ballade qu'il nous présente, une véritable histoire en gris entre un archétype du travailleur

soviétique, un peu fascisant, et un artiste juif, qui ne vit que pour sa musique et se moque de toute idéologie.

Il est toujours difficile de trouver la perle rare dans ce festival de films qui opte plus pour la quantité (250 films) que pour la qualité, surtout après les impairs du film américain d'ouverture, *Men of Respect*, ou du spécial sur le film chinois, sans intérêt aucun, si ce n'est de vous écoeurer de la propagande pro-régime, surtout après la récente répression politique. Néanmoins, j'ai trouvé deux films français, très différents l'un de l'autre, qui m'ont touchée, en toute subjectivité, peut-être à cause de leur minutie ou leur goût du risque.

LA CAPTIVE DU DÉSERT

Tout d'abord, *La captive du désert* de Raymond Depardon. Ce reporter-photographe, devenu cinéaste, nous a habitué à des images-chocs, notamment avec son dernier documentaire sur les hôpitaux psychiatriques, *Urgences*. Proches du cinéma expérimental, mais toujours en quête d'une vérité sans mensonges ni hypocrisies, ses films ont la facture d'une obsession, qui nous transperce du début jusqu'à la fin. Sandrine Bonnaire est captive du Djado, désert du nord-est du Niger, et des Toubous, guerriers nomades qui la séquestrent. Deux mondes, deux civilisations qui s'affrontent et se réconcilient. Les personnages d'hôte et d'otage se confondent, au rythme de ces rafales qui balayaient les dunes de sable.

On dispose de 90 minutes de temps immobile pour nous familiariser avec l'attente, la solitude et le silence, au ras du sol. Grand virtuose d'images, ce cinéaste finit par nous encercler dans ces infinis grains de sable, sans commentaire, ni mélo-dramatique. C'est nous qui devenons en fait son otage, les uns s'y laisseront prendre sans retenue, surtout devant les couleurs flamboyantes de ce désert, d'autres trouveront cela ennuyant. Mais poussée à l'extrême, cette captivité devient une forme d'abandon entre les mains d'un cinéaste absolu.

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE

Autre film, très controversé, si on se fie aux réactions du public, mais qui a eu, à mes yeux, le mérite d'aller profondément dans la présentation des rapports amoureux d'aujourd'hui. *Nuit d'été en ville*, le dernier film de Michel Deville, après *La*

lectrice, se laisse autant écouter que voir. Ici, ce n'est plus le bruit de l'eau qui coule parcimonieusement ou le crissement des sandales sur le sable, mais plutôt le chuchotement entre deux êtres qui veulent parler d'amour, s'observent, se repèrent, révèlent ce qu'ils voudraient taire et espèrent être dévoilés. Variations brillantes et raffinées sur l'érotisme des corps, mais aussi du langage amoureux, interprété avec beaucoup de sensibilité par Marie Trintignant et Jean-Hugues Anglade.

Ce duo d'amour se balade d'un bord et l'autre d'un appartement superbement décoré, jouent à défendre leur territoire, sans jamais tomber dans le mélo ou la mièvrerie.

On ne peut en dire autant du Grand Prix des Amériques, même si *Caidos del cielo* (tombés du ciel), du Péruvien Francisco Lombardi, méritait d'être récompensé pour nous avoir montré la société péruvienne actuelle, dans toute sa réalité crue et dure. Trois générations, issues de classes sociales différentes, s'entrecroisent sans vraiment se voir mais chacune se trouve confrontée à son destin, sans grand espoir de changement, malgré leur tentative de s'en sortir.

Un animateur de radio défiguré parle à la



Trintignant et Anglade dans *Nuit d'été en ville*, un film de Michel Deville.

PHOTO: FFM



Au lutrin, le réalisateur et le producteur de *Caidos del Cielo* reçoivent le Grand prix des Amériques.

PHOTO: PANTAZIOS PANAYOTIS

radio d'espoir et de succès mais, dans la vie, il est aux prises avec une grande solitude. Il s'attache à une fille suicidaire, en est bouleversé mais joue un peu trop le rôle de bon samaritain. Ensuite, les bidonvilles, avec une vieille femme, ancienne domestique, qui doit élever seule ses deux petits-fils, car la mère est partie dans le Grand Nord s'enrichir. Les lendemains qui chantent, avec la métaphore du cochon qu'on engraisse, alors qu'il n'y a rien à manger dans la mesure, deviennent un véritable cauchemar pour ce trio à la dérive. Enfin, un couple de petits vieux qui rêve de se construire un mausolée de marbre où leur âme reposera en paix. C'est sans doute les personnages les plus attachants et les plus drôles de cette vision hyperréaliste et provocante sur le Pérou.



AURORA ET CONSUELO: LA FORCE DE LA FIERTÉ

PIERRE VIAU

Le trois août 1987, Aurora fait son premier achat à Montréal. «Un litre de lait: 5.00 \$; une bouteille de bière: 6.00 \$, plus la taxe», lui dit le vendeur! La veille, elle avait quitté son pays, le Mexique, avec sa soeur Consuelo, son beau-frère Raúl et leurs quatre enfants.

Trois ans plus tard, malgré d'innombrables difficultés, Consuelo et Aurora n'ont rien perdu de leur audace et de leur humour. Fières d'habiter le quartier Centre-Sud (à Montréal), elles viennent d'y ouvrir un restaurant mexicain, après avoir vécu l'enfer du travail au noir et en usine.

LE MÉPRIS AU TRAVAIL

Après six mois de misère à faire occasionnellement le ménage dans les maisons de Brossard et de Repentigny, Consuelo trouve enfin un travail dans une petite usine de douze employées,

quatre francophones et huit immigrantes. Consuelo en a long à dire. Mais les mots ne viennent pas. Ses larmes trahissent seize mois d'insupportables humiliations. «Ce fut le travail le plus dur de ma vie. Les francophones gagnaient trois fois plus que les femmes immigrantes, nous surveillaient et nous dénonçaient au patron. Au repas, on ne pouvait manger ensemble. Les francophones avaient de bonnes chaises et nous, des bancs branlants. On ne pouvait utiliser la bouilloire avant elles. Toute la journée, même au repas, le patron venait insulter les immigrantes: «paresseuses», «cochonneries», «malpropres».

Pendant ce temps, Aurora travaillait dans un restaurant. «Sans papier, on se fait exploiter deux fois plus. Des heures travaillées ne sont jamais payées. On ne peut rien dire. Ça me choquait d'autant plus que le patron était mexicain, comme moi». Un jour, Consuelo regarde sa soeur et lui dit: «Ça suffit, toi et moi, nous ouvrons

un restaurant». Aurora lui répond: «T'es tombée sur la tête, on n'a pas d'argent».

LE RESTAURANT ET LA COMUNIDAD

Consuelo et Aurora marchent dans le quartier, trouvent et louent un local sur la rue Ontario. L'aventure commence. «Ah, mon Dieu! Et maintenant qu'est-ce qu'on va faire?», se disent-elles.

Un voisin les aide dans leur démarche pour obtenir les permis nécessaires. Elles font le tour des magasins de meubles usagés et dégarnissent leurs armoires pour la vaisselle, la coutellerie et les verres. C'est parti.

Le décor et le menu ne trompent pas: un petit coin mexicain en plein quartier populaire. «Pour nous, les gens qui viennent ici, c'est comme recevoir du monde de la famille», souligne Aurora. D'ailleurs, à l'heure des repas, les enfants de Consuelo et leur père sont à table comme tous les autres clients.

LA «COMUNIDAD»

«Le quartier, dit Aurora, c'est notre famille. C'est la comunidad avec ses réseaux d'entraide et d'amitié. Moi, je dis bonjour à tout le monde. Si quelqu'un ne me répond pas aujourd'hui, il le fera demain ou après-demain». Et les longues heures de travail au restaurant ne les empêchent pas d'être actives dans la comunidad.

«La Guadeloupe mexicaine», au 2310, Ontario est, c'est beaucoup plus qu'un restaurant. Deux femmes extraordinaires nous y attendent...

PHOTO: RENÉ BEAULIEU



L'INTIFADA ET LES COURANTS

Les femmes en noir, faisant partie d'une chaîne humaine incluant Palestiniens et Israéliens, autour de la vieille ville de Jérusalem, en décembre 1989, pour protester contre l'occupation des territoires palestiniens.



PHOTO SIPA/BENAMI

...pendant que d'autres Israéliens proposent l'expulsion des Palestiniens de la Palestine, et veulent exercer plus de répression.



PHOTO TOROAI

S'il existe à travers le monde, dans la diaspora juive, un certain nombre d'individus et d'organisations qui ont toujours été hostiles au sionisme politique, c'est-à-dire à la sacralisation de l'État juif, il n'est pas exagéré de dire que ces groupes sont restés extrêmement marginaux.

Il fallut tout de même attendre 1967, et l'occupation de ce qui restait de la Palestine, pour que certaines voix s'élèvent dans la société israélienne, pour d'une part dénoncer l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, et d'autre part entreprendre des contacts avec certains éléments de la gauche palestinienne. Ces voix furent peu nombreuses et sans impact digne de mention, mais elles ont sans doute pavé la voie à des changements plus importants survenus vers la fin des années 70, après la visite de Sadate à Jérusalem, et surtout à partir des deux invasions du Liban par l'armée israélienne, en 1978 et en 1982.

C'est à ce moment qu'un mouvement qu'on peut qualifier de «pacifiste» (avec certaines réserves qui seront exprimées plus loin) a commencé à prendre forme. Le mouvement «La paix maintenant» put mobiliser de larges masses, et dès 1982 réussit à réunir plus de 400 000 personnes dans les rues de Tel Aviv pour dénoncer l'invasion du Liban par Israël.

Ce mouvement avait cependant une faiblesse majeure. Ne se voulant pas idéologique, il ne questionnait pas les fondements de la politique israélienne, mais critiquait ce qu'il percevait comme étant ses excès. En conséquence, ils ne remettait pas en cause la politique des «trois NON» : NON au retrait de la Cisjordanie et de Gaza, NON au dialogue avec l'OLP, et NON à l'État palestinien. De plus, il exigeait des Palestiniens avec qui il voulait ouvrir un

RACHAD ANTONIUS,
du CENTRE D'ÉTUDES ARABES POUR LE
DÉVELOPPEMENT (CEAD)

PROGRESSISTES EN ISRAËL

dialogue de faire au préalable des concessions majeures, sans contrepartie équivalente.

LE DIALOGUE AVEC L'OLP

Par contre, le dialogue entre l'OLP et les tendances qu'on peut qualifier de progressistes dans la société israélienne était bel et bien engagé. À gauche, de plus en plus de groupes estimaient qu'il fallait absolument reconnaître aux Palestiniens des droits égaux, y compris le droit à l'autodétermination et celui de former un État. Même à l'intérieur du camp travailliste, certains individus avaient ré-alisé eux aussi ces nécessités et avaient fini par quitter le Parti travailliste, trop ambigu à leurs yeux. D'autres cependant y demeuraient, pour y faire valoir la nécessité d'un dialogue direct avec l'OLP.

Mais ces groupes restaient très minoritaires, même au sein du mouvement «La paix maintenant», largement réfractaire à la reconnaissance formelle et non-ambiguë des droits nationaux palestiniens. L'État israélien, quant à lui, considérait que tout contact avec des représentants de l'OLP était passible d'emprisonnement.

L'Intifada a eu un impact majeur sur le processus de dialogue, car elle a eu le mérite de rappeler aux Israéliens que le statu quo était impossible à maintenir. Dans un premier temps, ce sont des initiatives restreintes mais significatives qui ont vu le jour. Des professeurs d'université israéliens se sont mobilisés pour venir en aide à leurs collègues palestiniens dans les universités de la Cisjordanie. Des médecins israéliens ont dénoncé les pratiques de l'armée durant l'Intifada. Des femmes se sont regroupées chaque vendredi, dans les places publiques, toutes de noir vêtues, pour dénoncer l'occupation (les Women in Black).

LE CONGRÈS NATIONAL PALESTINIEN DE 1988

Mais c'est surtout le Congrès national palestinien de novembre 1988, à Alger, qui a eu un impact important sur les groupes pacifistes israéliens. En effet, le CNP avait adopté des résolutions prônant formellement la reconnaissance mutuelle entre Palestiniens et Israéliens. Ayant été votées par une écrasante majorité de délégués palestiniens, ces résolutions représentaient non pas des groupes marginaux ou minoritaires dans la société palestinienne, mais bien la volonté politique de l'ensemble des Palestiniens. Elles allaient ainsi bien plus loin que la plupart des groupes pacifistes israéliens dans la reconnaissance mutuelle.

Ces résolutions ont certainement contribué à renforcer le courant pacifiste en Israël, mais elles ont surtout forcé «La Paix maintenant» à clarifier ses positions. C'est à partir de ce moment que ce mouvement se déclara en faveur d'un dialogue direct avec l'OLP.

En fait, la société israélienne s'était de plus en plus polarisée depuis le début de l'Intifada.¹ Grosso modo, un tiers de la population appuyait une solution négociée au conflit, pouvant éventuellement aboutir à la création d'un État palestinien. Cette tendance était représentée au parlement (la Knesset) par des formations non-sionistes (Front Démocratique pour la Paix et l'Égalité, Liste Progressiste pour la Paix et Parti Démocratique Arabe), par la gauche sioniste (le Mapam et le Mouvement pour les Droits civiques, le RATZ), ainsi que par la gauche travailliste et certains députés religieux.

Parallèlement, il y avait ceux qui souhaitaient et souhaitent toujours une escalade de la répression, et une déportation

massive de la population palestinienne à la faveur d'un conflit généralisé. Ils sont représentés par l'extrême droite (le Tsomet du Général Eytan, la Tehiya de Geula Cohen et le Parti du transfert du Général Zeevi), par la droite du Likud (dirigée par Ariel Sharon), ainsi que par certains députés de la droite travailliste.

LE TIERS INDÉCIS

Entre ces deux pôles, le reste de la population n'est pas branchée de façon ferme, et défend tantôt l'une, tantôt l'autre des deux positions.

La direction de l'Intifada avait fixé comme objectif pour la troisième année du soulèvement d'aller chercher des appuis dans ce tiers indécis de la population israélienne. La crise du Golfe a certainement porté un coup dur à cet espoir. Le blocage total du processus diplomatique de paix entre Israéliens et Palestiniens a amené une partie de ces derniers à appuyer - avec certaines réserves importantes - l'action irakienne. Car l'action des groupes pacifistes en Israël n'a pas fait bouger la position du gouvernement israélien d'un iota, et l'administration américaine ne s'est jamais vraiment opposée à l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

En réaction à la prise de position palestinienne, certains pacifistes israéliens - les moins solides - ont remis en question leur désir de régler la conflit israélo-palestinien par la voix de la négociation.

Il faut cependant espérer qu'une désescalade est encore possible. Sans cela, l'avenir immédiat ne peut qu'être extrêmement sombre pour tous les peuples de la région.

¹ Cette classification est de Michael Warchavsky, exposée dans un texte intitulé *Un séisme sur grandes ondes*, publié par le CEAD, en 1990.

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1990

LES DEUX GRANDES

BATAILLES



PHOTO: NANCY GENDRON (COURTOISIE SALAM)

Une heure d'attente dans le bureau de Sanabel, une agence de presse palestinienne qui s'acharne obstinément, malgré les nombreuses difficultés, à poursuivre son travail dans la bande de Gaza. Les communications ne sont pas faciles. Le téléphone du bureau ne fonctionne pas bien. Nous ne savons pas si elle a bien reçu notre message. Et voilà qu'elle arrive. Le regard vif, le ventre bien rond, les cheveux couverts du foulard traditionnel. Tahani, notre hôte, enceinte de six mois, est membre fondatrice du premier comité des femmes de la *Federation of Women's Action Committees* pour la bande de Gaza.

Elle, ses deux belle-soeurs, Nahida et Amal, ainsi que quatre autres femmes ont créé le premier comité de la Fédération pour toute la bande de Gaza en 1983. Elles étaient sept à l'époque. Maintenant, elles sont environ 4 000.

S'ORGANISER EN TANT QUE FEMMES

«La bataille n'a pas été facile se rappelle-t-elle, et elle ne l'est toujours pas. Il a d'abord fallu convaincre l'entourage immédiat; le mari, la famille, et par la suite les amis-es et voisins-es.» La société palestinienne est une société profondément traditionnelle qui vit essentiellement sur le mode de la famille élargie, où l'homme a la prééminence. La création de l'État d'Israël ainsi que l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, qui ont causé le départ de milliers de réfugiés, ont grandement contribué à accorder aux femmes, qu'elles soient en exil ou en Palestine, un statut de gardiennes des valeurs ancestrales. Une grande partie de leur rôle est de transmettre ces

DEPUIS TROIS ANS MAINTENANT LA POPULATION PALESTINIENNE DES TERRITOIRES OCCUPÉS MÈNE UN SOULÈVEMENT POPULAIRE, MIEUX CONNU SOUS LE NOM D'INTIFADA. JOURS DE GRÈVE GÉNÉRALE, BOYCOTT DES PRODUITS ISRAÉLIENS, REFUS DE PAYER LES TAXES, MANIFESTATIONS ET CONFRONTATIONS AVEC L'ARMÉE D'OCCUPATION SONT LE LOT DE LA VIE QUOTIDIENNE DE CES FEMMES, DE CES HOMMES ET DE CES ENFANTS QUI ONT DÉCIDÉ DE MARQUER PAR LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE LEUR REFUS DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE.

ANNE LATENDRESSE

DES PALESTINIENNES (1ère partie)

valeurs, ainsi que l'identité palestinienne à leurs enfants. Dans ce contexte, vouloir dépasser ce rôle ou encore vouloir le remettre en question peut être perçu comme très menaçant...

Mais à Abassan, petite ville où elles habitent, les acquis sont là, visibles et bien concrets; une coopérative de biscuits et de yogourt, une coopérative de tapis traditionnels, quelques garderies, des locaux pour des sous-comités de femmes dans les camps de réfugiés et dans les villes, beaucoup de projets et surtout une capacité et une volonté de s'organiser en tant que femmes...

DEPUIS L'INTIFADA, UN NOUVEAU RÔLE

On parle beaucoup de la participation des femmes au sein de l'Intifada. Les médias et les groupes de solidarité font leur éloge. Les photos saisissantes des femmes confrontant les soldats pour protéger un enfant sont éloquentes. Même le travail invisible souvent oublié est, cette fois-ci, mentionné. La participation des femmes au boycott des produits israéliens, aux journées de grèves et aux manifestations, les visites aux prisonniers-ères, les visites aux familles des martyrs, les *sit-in* au bureau de la Croix-Rouge. Les femmes sont aussi très actives au sein des comités populaires qui s'occupent de la gestion organisationnelle de l'Intifada. Par exemple, elles ont été responsables en grande partie des cours d'éducation populaires lorsque les écoles primaires et secondaires ont été fermées, ou de la distribution d'aliments lors des couvre-feux.

La Fédération n'est pas la seule à travailler au sein du mouvement des femmes. Même si elle a été la première à oeuvrer en tant

qu'organisation de femmes, en 1978, et qu'elle regroupe le plus grand nombre de membres, trois autres grandes organisations occupent le terrain avec elle: The Union of Palestinian Working Women's Committees (mars 1980), The Palestinian Women's Committees, maintenant connue sous le nom de The Union of Palestinian Women's Committees (mars 1981), et enfin The Women's Committees for Social Work (juin 1982). Chacune de ces organisations est affiliée à l'une des grandes tendances politiques présentes au sein du mouvement national palestinien, soit dans le même ordre le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), le Parti Communiste, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Fatah.

Et il y a aussi les indépendantes telles que Islah Abdel-Jawad, Rita Giacaman, Rima Hammami et quelques autres, qui ont refusé de s'affilier à une tendance spécifique pour mieux faire avancer la cause des femmes. Comme l'explique Rita: «Il y a des aspects positifs et négatifs au fait que les groupes de femmes soient affiliés politiquement. L'un des aspects positifs est que des femmes se sont politisées et ont appris à s'occuper et à parler politique. Dans les pays occidentaux, ou au Québec que je connais un peu, par exemple, les féministes se sont écartées de la politique et je crois que ça a été une erreur. Le problème d'ici, c'est que les militantes actives sont très politisées, elles ont des affiliations politiques et ces appartenances à différentes tendances les ont amené à compétitionner sur le même terrain plutôt qu'à collaborer.»

En effet, à peu de choses près, les différentes plate-formes des nombreuses organisations se ressemblent. Les revendications aussi. Et pourtant jusqu'à récemment les groupes de femmes n'avaient

pas réussi véritablement à coordonner leur travail. Dans la pratique, cela donne pour résultat que l'on retrouve deux ou parfois trois des organisations de femmes à offrir à peu de chose près les mêmes services dans un même camp de réfugiés.

LE CONSEIL SUPRÊME DES FEMMES, UN PROGRAMME FÉMINISTE COMMUN?

Depuis l'Intifada, les organisations se sont cependant rapprochées. En novembre 1988 lors du 19^{ième} Conseil National palestinien à Alger où l'OLP proclamait l'État palestinien indépendant, on assistait à la création d'un Conseil Suprême des femmes qui regroupe les quatre grandes organisations de femmes. Que ce soit Zahira Kamal de la Fédération of Women's Action Committees, Rana Nashashibi de l'Union of Palestinian Working Women's Committees ou Rita Giacaman considérée comme indépendante, toutes s'entendent sur le fait que le Conseil Suprême des femmes est nécessaire mais que malheureusement dans les faits il n'a pas encore réussi à être opérationnel. «Les contradictions entre les groupes de femmes des territoires occupés sont trop fortes» souligne Rita. «Le Conseil Suprême n'est pas représentatif des femmes car 97% d'entre elles n'appartiennent pas à des tendances politiques» ajoute-elle. Rana de l'Union of Palestinian Working Women's Committee est encore plus sévère dans son bilan: «Pour l'instant, il n'y a pas un Conseil Suprême des femmes mais un comité de coordination».

Depuis l'Intifada cependant, même si on a pas encore atteint l'idéal, il y a, à l'évidence, une meilleure coordination entre les groupes de femmes. 

À suivre, dans le no. 228 (janvier-février 1991)



SUD-OUEST DE LA MONTÉRÉGIE: DES MONTAGNES... DE POMMES ET DE PNEUS

**Vue
aérienne
des
îlots
de
pneus**

PHOTOS ANDRÉ HÉBERT
(COURTOISIE COMITÉ D'ACTION
POUR L'ENVIRONNEMENT DE
FRANKLIN ET ST-ANTOINE-
ABBÉ, ET GREENPEACE)



JEAN FOREST

Septembre. Le début du temps des pommes et des ballades automnales pour un grand nombre de Québécois-es. Si vous optez cette année pour le sud-ouest de la Montérégie vers les lignes américaines, Huntingdon, Ormstown, St-Antoine-Abbé, Hemmingford, Franklin, St-Chrysostôme par exemple, sachez que vous y trouverez des tas de beaux fruits mais aussi... des tas de vieux pneus. Presque autant des uns que des autres!

Le comité des citoyens-nes de Franklin, actif depuis deux ans sur cette question des pneus usés, estime qu'il y en a au moins 20 millions d'entreposés dans trois dépotoirs: deux à Franklin et un à St-Chrysostôme. Le comité refuse que cette région devienne «la capitale du pneu hors d'usage», étant donné que 80% des pneus usés du Québec se retrouvent en Montérégie et que 55% de ce nombre sont dans les trois dépotoirs mentionnés plus haut.

Voilà encore des gens qui n'en veulent plus dans leur cour, direz-vous peut-être? «Pas vraiment, nous dit M. André Hébert, un des leaders de ce regroupement de plus de 500 citoyens-nes. Nous voulons surtout que des catastrophes comme celles de St-Basile et St-Amable ne se reproduisent plus, que partout au Québec une politique de recyclage écologique soit appliquée et que la population, la génération montante surtout, prenne conscience de ses responsabilités à cet égard».

UN DOSSIER RÉVÉLATEUR

Le dossier préparé par ce comité en collaboration avec deux autres groupes, *Action pour la défense de la nature* (ADN) et *Greenpeace*, souligne trois aspects moins connus de ce problème: la provenance des pneus mis au rebut et l'irresponsabilité actuelle des fabricants; les visées économiques douteuses du gouvernement du Québec; la nécessité d'une éducation et d'une sensibilisation à long terme de la population.

Mais des aspects mieux connus du problème des déchets dangereux ne font cependant pas défaut au décor sombre de cette belle région maraîchère et fruitière de la Montérégie:

- 1) la présence de propriétaires de sites d'entreposage plus soucieux de leurs profits que du bien-être de la communauté environnante (il s'agit ici de William Gagnier à Franklin et de Donat Grenier à St-Chrysostôme – sites non conformes et dangereux – et de Jean-Marie Béland et Rosette Bérubé à Franklin);
- 2) l'absence de volonté politique à Québec face à cette réalité et les compromissions qui s'ensuivent (le MENVIQ juge M. Béland non responsable et l'autorise pourtant à exploiter un 2e site);
- 3) la complaisance d'élus municipaux (à Franklin, autorisation d'opérer en dépit d'un règlement de zonage en plus d'un refus de donner accès à des documents municipaux).

REJETS ET CALCULS INTÉRESSÉS

C'est ainsi qu'entre autres, l'industrie (Goodyear à Valleyfield, Firestone à Joliette, Bridgestone, Michelin, etc.) rejette, bon an mal an, entre 5 et 6 millions de pneus qui ne répondent pas aux normes de qualité. Et cela impunément. Face à ce problème, l'État existe-t-il? 



CHRONIQUE INSOLENTÉ

Je ne sais pas s'il existe un proverbe chinois ou une loi physique qui dit quelque chose comme: «on attire inexorablement ce qu'on cherche à éviter». C'est ainsi que Robert Bourassa, qu'on décrit comme celui qui cherche à tout prix à éviter les remous et à faire de la gouverne un tranquille exercice de gestion, aura cumulé une impressionnante palette de crises. Il faut dire qu'il a fait ses armes bien jeune, il y a de cela déjà vingt ans, à une époque où certains Blancs francophones avaient sorti les leurs. Curieux retour de l'histoire, où des revendications autonomistes prennent le sentier de la guerre, soulèvent les passions et «justifient» encore une fois un déploiement de l'armée.

De toute évidence incapable d'éviter les crises, M. Bourassa a, semble-t-il, découvert qu'il pourrait tirer parti de leur profusion: il a développé un nouveau mode de gestion gouvernemental, qu'on pourrait appeler *par bourrasques*. On se maintient dans un climat de haute pression, et d'été *avorté* en été *indien*, on passe allègrement d'une crise à l'autre, en espérant que l'ampleur de la subséquente fasse sombrer dans l'oubli la précédente. Le feu de pneus de St-Amable s'est noyé dans le lac Meech, dont on a eu à peine le temps de fêter la mort avant de monter aux barricades. Et pendant que les médias colportent les rumeurs et salivent sur l'artillerie lourde, M. Bourassa nous glisse une petite TPS en douce. Si lui gère, nous, on n'a pas fini de digérer. C'est très

NICOLE BRAIS

BOURASSA OU L'ART DE LA BOURRASQUE

inquiétant, vous en conviendrez... De quelle nature, de quelle ampleur sera la prochaine? Qui nous permettra d'oublier la crise autochtone, quand celle du Golfe elle-même n'a pas réussi à lui voler la manchette? 



AU FONDS... ÇA NOUS REGARDE

21 groupes populaires de la région de l'Outaouais se sont donnés un outil pour s'assurer une certaine autonomie financière. Cet outil, c'est le Fonds Populaire de Solidarité de l'Outaouais. Nous organisons cette année notre 9e campagne annuelle, du 23 octobre au 12 novembre.

Par l'éducation populaire, ces groupes se donnent des outils de transformation pour de meilleures conditions de vie et de travail. Par la prise de conscience et la prise en charge, ces groupes habilitent leurs membres à défendre leurs droits fondamentaux, à développer des alternatives sociales, à mettre sur pied des services autogérés.

Votre soutien nous est essentiel car les efforts déployés par les groupes populaires, méritent d'être reconnus et encouragés.



Je _____ souscris à la campagne du Fonds Populaire de Solidarité pour un montant de ____\$. Je désire un reçu pour fins d'impôts: OUI <> NON <>

ENVOYER LE DON À : Fonds Populaire de Solidarité
115 Carillon # 42
Hull, Qc. J8X 2P8

ENVOYER LE REÇU À :

FOI POPULAIRE: LES MARGINAUX DE L'ÉVANGILE

DANIELLE MINEAU et GILLES DUGAL

«LA MORT, C'EST UNE NAISSANCE. ÇA VA ÊTRE UNE FÊTE QUI N'EN FINIRA PLUS... IL N'Y AURA PLUS DE COULEURS. ON SERA TOUS DE LA MÊME COULEUR. PLUS DE RACISME. ON VA TOUS ÊTRE ÉGAUX. ÇA VA ÊTRE L'AMOUR INFINI. ÇA VA ÊTRE UNE VICTOIRE DE NOTRE COMBAT SUR LA TERRE. ON VA TOUS ÊTRE DES CHAMPIONS. IL N'Y AURA PAS DE PERDANTS.»

Huit religieux-euses¹, impliqués-es depuis plusieurs années en milieu populaire dans le quartier Centre-Sud et attentifs-ves au vécu global des personnes, ont recueilli des témoignages auprès de vingt d'entre elles. Leurs objectifs: saisir la foi populaire et s'en nourrir. Leur pratique en milieu populaire en a été bouleversée. Ils nous livrent aujourd'hui un choix de ces réflexions brutes sur l'après vie, la prière, la souffrance.

APRÈS LA MORT, UNE AUTRE VIE

«Après la mort, il y a une autre vie où il n'y a pas de haine. La mort, c'est une délivrance de nos souffrances sur la terre. C'est l'Amour infini. Je vois le bonheur. C'est une porte ouverte. C'est un accueil.

J'ai l'impression qu'après la mort Dieu va m'accueillir les bras tout grands ouverts pour m'approcher de ceux qui m'aiment. La mort, c'est une naissance. Ça va être une fête qui n'en finira plus. Il me semble que tous les clochers vont sonner. C'est un grand chaînon. Il n'y aura plus de couleurs. On sera tous de la même couleur. Plus de racisme. On va tous être égaux. Ça va être l'Amour infini. Ça va être une victoire de notre combat sur la terre. On va tous être des champions. Il n'y aura pas de perdants.»

«Je suis sûre qu'il y a une autre vie. C'est trop bête de vivre toute sa vie aussi durement, sans qu'il n'y ait rien après. Je suis sûre que je vais reconnaître tous

ceux que j'aime et qu'on n'aimait pas et que je vais aimer. Il ne nous donne pas une famille pour rien.»

«Au-delà du vide on se retrouve.»

«Quand je vais mourir, ça va être beau. J'y ai rêvé. C'était un palais avec plein de fleurs et une grosse étoile qui tournait comme une roue. J'étais morte pour ceux qui m'aimaient, mais je vivais près de Dieu. J'étais très heureuse! Je voyais Dieu. Il me prenait par le cou.»

«DIEU, J'Y PARLE TOUT L'TEMPS»

«Le matin, j'offre ma journée. Le soir, je m'abandonne à Lui. Je lui confie mes peines, mes joies, mes enfants, ceux qui sont mes proches. Je mets beaucoup d'espérance dans mes prières pour une vie meilleure.»

«Je prie tout l'temps. Plus j'avance, c'est moins des prières de demandes. C'est des remerciements.»

«Dieu, je le prie pas, j'y parle.»

«Je suis tout l'temps avec Lui. Je suis tout l'temps en communication avec. Il est tout l'temps là.»

«Je prie souvent! Souvent... à tout moment de la journée».

«Je prie tout l'temps. Quand je travaille, quand je remercie. Je remercie souvent pour chaque jour.»

«C'est dans mon intérieur que je le ren-



PHOTO: MORRIS BERMAN

contre le plus souvent, parce que je lui parle. J'étais un gars qui ne parlait pas auparavant sur mes sentiments et pour moi, c'était important de parler à quelque chose ou quoi que ce soit. Je me suis dit, pourquoi je ne parlerais pas avec Dieu au lieu de quelque chose que je ne sais pas...»

«DIEU ME PERMET DE PASSER À TRAVERS MA SOUFFRANCE»

«Dieu, c'est pour moi ma force, mon courage, c'est pour moi son Amour infini, même dans mes épreuves. Dieu est consolation. Dieu est clarté dans mes moments obscurs.»

«Je prie beaucoup. C'est du moral pour tenir dans la vie.»

«Dieu pour moi est plus important que tout.

Il est ma force, mon courage.

Sans Lui, je le sais, je serais capable de rien.

Malgré les épreuves que je passe, je le remercie de passer à travers.»

«La foi, ça aide à passer à travers les épreuves.»

«C'est un support moral.»

«Dieu est dans mon cœur. C'est un Être qui peut te donner toutes les forces que tu as besoin. Je pense qu'en ayant la foi en quelque chose, après la mort ou quoi que ce soit, déjà là ça te donne assez de force pour comprendre certaines choses.»

«Je Lui parle, je L'implore, je suis pendue après Lui. Ça m'aide à vivre, à passer à travers mes problèmes. Ça me fait quelque chose pour remplir un peu ma vie. Quand je fais de l'angoisse, que j'étouffe, je crie après Lui. La prière, c'est quelque chose en quoi j'ai confiance.»

DES MARGINAUX DE L'ÉVANGILE

La foi de ces gens ordinaires, pour qui Jésus reste *le grand inconnu*, est caractérisée par la confiance et par l'Espérance en une vie meilleure. Ils sont, tels les bergers, ces marginaux de l'Évangile qui ignoraient tout de la religion officielle, Parole de Dieu pour notre Église de bien-pensants et pour notre société en mal de rendement et d'efficacité.

«L'image qui me vient, c'est le barbu de mon enfance avec bien des défauts: Dieu vengeur. Mais, Il est à mon image, Il ne condamne pas. Dieu avec moi sur terre, surtout en moi. Pas un Dieu que je descends d'en-haut. Le jour où j'ai arrêté d'avoir peur, c'est le jour où j'ai été honnête sans rien lui demander. Comme à un ami. Avec un grand calme, comme avec un ami. J'étais bien.»

«Je le rencontre dans les personnes. Sur ma route. Quand je parle à un clochard, je rencontre Dieu. Je le rencontre dans les autres.» 

1 Lise Gagnon, Louise Gélinas, Robert Lalonde, Claude Lefebvre, Danielle Mineau, Lise Perras, Cécile Poissant et Thérèse Soucy.

«On va tous être des champions; il n'y aura pas de perdants»

VO no. 227 Novembre-décembre 1990



**Ne manquez pas dans
le prochain numéro
Janvier-février 91**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:
L'ÉDUCATION, ◀
25 ans après le Rapport Parent

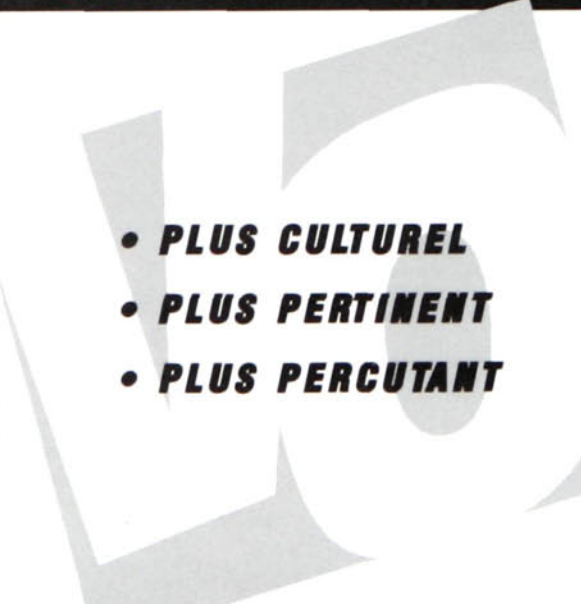
Un Québécois en U.R.S.S. ◀

**Nouvelles
Frontières** librairie et diffuseur

- livres de réflexion
et d'analyse sociale
- Revues et livres
publiés en URSS

185, Ontario est (métro Berri) ☎ 514 844•3636

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE



- **PLUS CULTUREL**
- **PLUS PERTINENT**
- **PLUS PERCUTANT**

ABONNEMENT 1990

☐ 1 an (6 nos)	18.00\$	☐ institutionnel	25.00\$
☐ 2 ans	32.00\$	☐ à l'étranger	23.00\$
☐ soutien	25.00\$	☐ inst. à l'étranger	30.00\$
☐ étudiant et sans emploi	13.00\$	☐ au numéro + poste 1.17\$	3.50\$

Ci-inclus _____ \$ pour _____

Nom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal: _____

Poster à l'ordre de : VO, le magazine de Vie Ouvrière
1212, rue Panet, Montréal, Qc, H2L 2Y7, ☎ 514 523-5998

AUSSI AGRÉABLE À VOIR QU'À LIRE !

S'appauvrir dans un pays riche

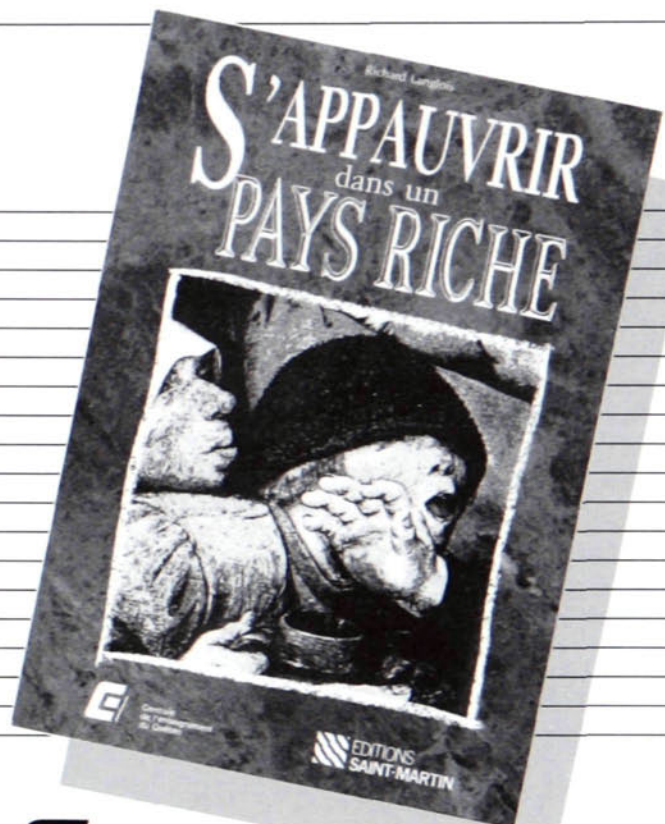
À l'aube des années 90, le Québec s'insère de façon accélérée dans le fort courant économique qui marque cette fin de siècle: la mondialisation de l'économie. Après avoir été secouée très durement par la grave récession de 1982, il a suffi que l'économie reprenne le sentier de la croissance pour que plusieurs célèbrent cette nouvelle période faste.

Mais faste pour qui? On dénombre toujours au Québec plus d'un million de personnes pauvres dont le tiers sont des enfants. Les organismes de charité et les soupes populaires sont littéralement débordés tandis que des centaines de milliers de chômeuses, chômeurs, de travailleuses, travailleurs précaires et de personnes assistées sociales s'agrippent du mieux qu'ils le peuvent.

S'appauvrir dans un pays riche nous dévoile les multiples facettes de l'appauvrissement, identifie quelques-uns des nouveaux visages de la pauvreté au Québec et nous montre comment et pourquoi la croissance économique n'est aucunement garante d'un partage plus équitable de la richesse dans notre société.

Richard Langlois travaille comme économiste à la Centrale de l'enseignement du Québec.

Une coédition CEQ / Éditions Saint-Martin. En vente dans les bonnes librairies et au Centre de documentation de la CEQ, 2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800, Ste-Foy (Québec) G1V 4E5. Tél.: 418 / 658-5711.



Centrale
de l'enseignement
du Québec

Cote: D9437

Apprendre à vivre ensemble

D'ici à la fin du siècle, le Québec projette d'accueillir une population immigrante plus importante. Il faudra savoir tirer profit de toute la richesse que recèle cette diversité ethnoculturelle. Il ne faut pas craindre d'affirmer les normes et les valeurs fondamentales qui régissent la vie de la collectivité québécoise, mais il faut aussi rappeler que la tolérance et la démocratie en font partie.

L'éducation aura un rôle déterminant dans ce processus d'adaptation. L'ensemble des écoles, de chaque ville et village, est visé par les connaissances nouvelles à acquérir et les attitudes d'ouverture à développer.

Apprendre à vivre ensemble retrace l'histoire de l'immigration québécoise, dépeint les conditions de vie de la population immigrante, précise les éléments essentiels d'un cadre commun de vie avant de s'attarder aux nombreux défis que la pluriethnicité croissante de la société pose au système scolaire.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir _____ copie(s) de **Apprendre à vivre ensemble** au coût de 12.00 \$ l'unité. Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

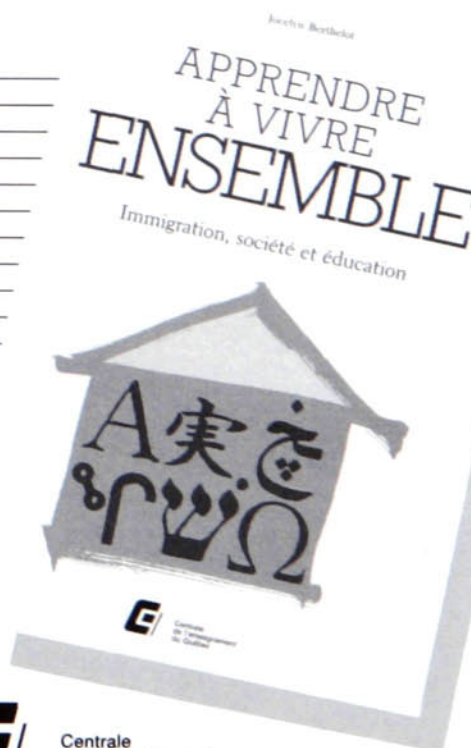
Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec
2336 chemin Ste-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy (Québec) G1V 4E5

Format: 15 cm x 21 cm

200 pages

Coût: 12.00 \$ Cote: D9391



Centrale
de l'enseignement
du Québec

Quelle que soit la nature de
votre travail? qu'il soit sta-
ble ou précaire? manuel
ou intellectuel? physique
ou informatisé? répétitif
ou changeant? tradition-
nel ou nouveau? rare ou cou-
rant? reconnu ou mécon-
nu? vous trouverez dans la
CSN des gens comme vous
? qui viennent y chercher
la même expertise et le mê-
me soutien pour les mêmes
raisons que vous? des gens
qui se regroupent
pour améliorer leur
sort et se faire respec-
ter dans leur travail?

